

**Renforcer la gouvernance
en haute mer par
l'amélioration des
processus d'évaluation
environnementale**

Une étude de cas des pêcheries
mésopélagiques et des options pour
un futur accord BZAJN

Le rapport sera cité comme suit:

Gjerde, K.M., Wright, G., et Durussel, C., Renforcer la gouvernance en haute mer par l'amélioration des processus d'évaluation environnementale: Une étude de cas des pêcheries mésopélagiques et des options pour un futur accord BBNJ, Projet STRONG High Seas, 2021

Auteurs

Kristina M. Gjerde, Conseillère principale de politique pour la haute mer,
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Glen Wright, Chercheur, gouvernance internationale de l'océan,
Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

Dr. Carole Durussel, Co-responsable STRONG High Seas,
Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)

Édition

Glen Wright, Kristina Gjerde, Carole Durussel et Ben Boteler

Mise en page

Sabine Zentek

Soutenu par :



Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature
et de la Sécurité nucléaire

en vertu d'une décision du Parlement
de la République fédérale d'Allemagne



Partnership for Regional
Ocean Governance

Le projet STRONG High Seas fait partie de l'Initiative internationale pour la protection du climat (IKI; www.international-climate-initiative.com/en/). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Le projet STRONG High Seas contribue au travail mené par le Partenariat pour la gouvernance régionale des océans (Partnership for Regional Ocean Governance, PROG), un partenariat placé sous l'égide de l'ONU Programme pour l'environnement, de l'Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS), de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), et de TMG – Think Tank for Sustainability

© STRONG High Seas 2021. STRONG High Seas, un projet scientifique indépendant, est responsable du contenu de cette publication. Ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions ayant contribué au financement.

www.prog-ocean.org/our-work/strong-high-seas/

DOI: 10.48481/iass.2021.046

© Photo de couverture: Matt Howard (248418)/Unsplash

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les examinateurs suivants pour leur contribution et leurs commentaires précieux:

Ben Boteler, Co-responsable STRONG High Seas, Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)

Dramane Camara, Conseiller technique chargé de l'environnement marin et des zones côtières, Ministère de l'Environnement et du Développement durable, Mauritanie et représentant de l'Etat à la Convention d'Abidjan

Nichola Clark, Associée principale, The Pew Charitable Trusts

Klaudija Cremers, Chercheur, gouvernance internationale de l'océan, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

Duncan Currie, Directeur, Globelaw

Dr. Meinhard Doelle, Professeur, Président canadien, Responsable de la durabilité, de la gouvernance et de la gestion des océans, World Maritime University

Dr. Jeffrey C. Drazen, Professeur, Département d'océanographie, Université d'Hawaii à Manoa

Aria Finkelstein, Candidate au doctorat, Massachusetts Institute of Technology/Woods Hole Oceanographic Institution

Johanne Fischer, Experte indépendant

Craig Loveridge, Secrétaire exécutif par intérim, Organisation régionale de gestion de la pêche du Pacifique Sud

Estelle Mawal, Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, Cameroun et Représentant de l'Etat à la Convention d'Abidjan

Dr. Rosanna Milligan, Professeure adjoint, Département des sciences marines et environnementales, Nova Southeastern University

Guillermo Ortuño Crespo, Chercheur postdoctoral, Stockholm Resilience Centre, Université de Stockholm

Tim Packeiser, Conseiller principal en matière de politique sur la gouvernance des océans, WWF International - Centre pour la conservation marine, WWF Allemagne

Mohamed Lamine Sidibé, Directeur, Zones Marines et Côtières, Ministère de l'Environnement, Guinée et Représentant de l'Etat à la Convention d'Abidjan

Dr. Tracey Sutton, Professeure, Département des sciences marines et environnementales, Nova Southeastern University

Siddharth Shekhar Yadav, Mission permanente de la République de Vanuatu auprès des Nations unies (conseiller sur les changements climatiques, les océans et les BBNJ auprès de l'ambassadeur/représentant permanent)

Table des matières

Remerciements	3
Table des matières	4
Abréviations	6
Résumé exécutif	8
Messages Clés	9
1. Introduction	11
1.1. Contexte	11
1.2. Défis pour améliorer la coordination, la coopération, la capacité et la cohérence	12
2. Étude de cas: la pêche mésopélagique	14
2.1. Panorama des écosystèmes mésopélagiques	15
2.2. Potentiel halieutique	16
3. Évaluations environnementales	18
3.1. Étude d'impact environnemental (EIE)	19
3.2. Évaluation environnementale stratégique (EES)	20
3.3. Évaluation environnementale régionale (REA)	20
3.4. Nouvelles normes de bonnes pratiques pour les évaluations environnementales	21
4. Cadre juridique international existant	23
4.1. Aperçu général	23
4.2. Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM, 1982)	24
4.3. Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (ANUSP, 1995)	24
4.4. Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (1995)	25
4.5. Résolution 61/105 de l'Assemblée générale des Nations unies (2006)	25
4.6. Directives internationales de la FAO pour la gestion des eaux profondes en haute mer (2009)	26
4.7. Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à dissuader et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INDNR, 2001)	26
4.8. Convention sur la diversité biologique (CDB, 1992)	27
4.9. Convention sur les Espèces Migratrices (CMS, 1979)	27
4.10. Processus d'évaluation environnementale régionale	27
4.10.1. Convention d'Espoo (1991)	27
4.10.2. Protocole de Madrid au Traité sur l'Antarctique (1991)	28
4.10.3. Directives de l'Union européenne pour l'EIE (2011) et l'EES (2014)	28
4.10.4. Conventions sur les mers régionales	28
4.10.5. Organisations régionales de gestion de la pêche sélectionnées dans la zone d'intérêt	28
5. Analyse des dispositions du projet d'accord BZAJN	32
5.1. Relation avec d'autres accords et agences	33
5.2. Modernisation: rétablir les obligations existantes ou adopter les meilleures pratiques?	34
5.2.1. Principes généraux et approches (article 5 du projet de texte d'accord révisé de BZAJN)	38
5.2.2. Déclenchement de l'EIE: seuils et critères (article 24)	39
5.2.3. Notification et consultation publique (article 34)	39
5.3. Portée: Activités ou effets dans les ZAJN?	40
5.4. Processus d'examen et de décision	41

6. Rôle potentiel des évaluations environnementales stratégiques et régionales	43
6.1. Évaluations environnementales stratégiques	43
6.2. Évaluations environnementales régionales	45
7. Réflexions finales	48
Références	49
Publié par	
À propos du projet STRONG High Seas	

Abréviations

AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
AMP	Aire marine protégée
APEI	Zone d'intérêt environnemental particulier
BMU	Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire
BZAJN	Biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale
CCAMLR	Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CICTA	Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique
CIG	Conférence intergouvernementale
CIIT	Commission interaméricaine du thon tropical
CMAF	Commission mondiale des aires protégées
CMM	Mesure de conservation et de gestion
CMS	Convention sur la conservation des espèces migratrices
COI-UNESCO	Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
CNUDM	Convention des Nations unies sur le droit de la mer
CPPS	Commission permanente du Pacifique Sud/Comisión Permanente del Pacifico Sur
DSM	Exploitation minière des fonds marins
EA	Évaluation du risque pour l'écosystème
EES	Évaluation environnementale stratégique
EIE	Étude d'impact environnemental
EMV	Écosystème marin vulnérable
FAO	L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
IKI	Initiative internationale du climat
INN	(Pêche) illicite, non déclarée et non réglementée
ISA	Autorité internationale des fonds marins
LME	Grand écosystème marin
NCP	Partie non-contractante
NOAA	Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique
OBIS	Système d'information biogéographique sur les océans
ODD	Objectif de développement durable
OGZ	Outils de gestion par zone
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
ONU	Organisation des Nations Unies
ORGP	Organisations régionaux de gestion de la pêche
PAI	Plan d'action international
PSSA	Zone maritime particulièrement sensible
REA	Évaluation environnementale régionale
REMP	Plan régional de gestion de l'environnement
RGM	Ressources génétiques marines
SBSTTA	Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques
SEAFO	Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est
SPRFMO	Organisation régionale de gestion de la pêche du Pacifique Sud
UCN	Universidad Católica del Norte/Université catholique du Nord
UE	Union européenne
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
WSSD	Sommet mondial du développement durable

WWF	Fonds mondial pour la nature
ZAJN	Zones situées au-delà de la juridiction nationale
ZEE	Zone économique exclusive
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux
ZIEB	Zones d'importance écologique et biologique

Résumé exécutif

Les négociations en cours pour un nouvel instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (Accord BZAJN) offrent une occasion unique de préserver la santé des océans en améliorant la cohérence, en développant les capacités et en complétant et en soutenant les organismes existants.¹

Ce rapport explore les défis liés à la prise en compte des activités émergentes dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN) à travers une étude de cas - une proposition hypothétique de développement de la pêche commerciale dans la zone mésopélagique. L'étude de cas examine la façon dont une telle proposition pourrait être adaptée par les organes et processus mondiaux et régionaux existants et le rôle potentiel futur de l'Accord BZAJN.

L'étude de cas souligne l'importance de n'exclure aucun type d'activité ou de secteur de l'Accord BZAJN et de veiller à ce que des normes uniformes soient élaborées pour guider la mise en œuvre de l'accord.

Cela contribuera à renforcer la résilience au changement climatique, à garantir la prise en compte de tous les impacts potentiels et cumulatifs, et à intégrer le principe de précaution dans les processus de gestion et de prise de décision. Il souligne en outre l'importance d'une large consultation des parties prenantes et de l'intégration de diverses sources de connaissances et de valeurs. Ce rapport montre comment les processus d'évaluation environnementale intégrée peuvent contribuer à la réalisation des objectifs convenus au niveau mondial, en améliorant la compréhension du contexte régional et en renforçant les capacités institutionnelles. En prévoyant une approche à plusieurs niveaux qui combine une évaluation efficace de l'impact au niveau du projet avec des évaluations environnementales régionales et stratégiques plus larges, l'Accord BZAJN peut générer des avantages multiples: de nouvelles connaissances scientifiques qui peuvent informer la gestion écosystémique (EBM, par son acronyme en anglais); une participation, une consultation et une coopération intersectorielle plus larges; et une compréhension commune des priorités d'action au sein des régions et des secteurs et entre eux.

¹ Le terme „santé des océans“ est ici utilisé pour signifier „résilient, productif et diversifié“, car il s'agit des „exigences essentielles pour un bon état et servent de points focaux pour une évaluation intégrée des systèmes marins ...“. (Franke et al., 2020).

Messages clés

- 1) Les eaux situées sous les couches de surface ensoleillées de l'océan, connues sous le nom de zone mésopélagique, regorgent d'une vie fascinante. Si les poissons mésopélagiques présentent un intérêt commercial croissant en raison de leur biomasse potentiellement énorme, les scientifiques découvrent également qu'ils jouent un rôle essentiel dans le cycle du carbone et les réseaux alimentaires mondiaux et qu'ils pourraient être particulièrement vulnérables aux effets de la pêche et du changement climatique.
- 2) Une approche intégrée des évaluations environnementales est nécessaire pour répondre aux préoccupations de conservation transfrontalières et mondiales et pour contribuer au développement de la coopération, de la coordination et des capacités régionales.²
- 3) L'Accord BZAJN peut fournir une plateforme pour la coopération, la coordination et la cohérence régionales et intersectorielles en établissant des normes solides et des obligations procédurales pour les évaluations environnementales afin de compléter toute exigence sectorielle ou régionale existante. Pour ce faire, l'Accord BZAJN doit également inclure des obligations communes de mise en œuvre de normes mondiales, d'objectifs et de principes partagés, ainsi que de processus mondiaux de suivi et d'établissement de rapports.
- 4) Tous les organismes de gestion établis (p. ex., ceux qui réglementent la pêche, la navigation et l'exploitation minière des grands fonds marins) n'ont pas actuellement la capacité ou le mandat de gérer tous les aspects des processus d'évaluation environnementale, tels que la notification au public, la consultation des parties prenantes, l'examen indépendant et la prise en compte des alternatives. L'accord BZAJN pourrait fixer des normes mondiales pour les évaluations environnementales de toutes les activités et de tous les secteurs, ainsi que des outils de renforcement des capacités pour stimuler les évaluations coopératives impliquant les organes de gouvernance et de gestion concernés, les institutions académiques et les parties prenantes.
- 5) Les avantages d'une coopération renforcée dans le domaine des évaluations environnementales comprennent un meilleur accès à l'information, un meilleur alignement des objectifs de conservation, un processus décisionnel plus inclusif et participatif, et une meilleure intégration des considérations relatives à la biodiversité et des impacts cumulatifs dans le processus décisionnel.
- 6) Les évaluations environnementales régionales (REA, par son acronyme en anglais), et les évaluations environnementales stratégiques (EES) peuvent fournir les informations de base essentielles et le contexte pour les futures études d'impact environnementales (EIE), et étayer l'élaboration et l'application de stratégies, de plans d'action et d'outils de gestion par zone (OGZ) qui peuvent contribuer à la gestion écosystémique.³
- 7) Pour atteindre l'objectif d'amélioration de l'utilisation durable, les dispositions relatives à l'évaluation environnementale devraient refléter la nécessité d'éviter les graves conséquences⁴, de renforcer la résilience, d'assurer l'application du principe de précaution, d'utiliser les meilleures connaissances disponibles (y compris la science et les connaissances traditionnelles) et de contribuer au bien-être humain. L'Accord BZAJN pourrait refléter les meilleures pratiques émergentes en exigeant que les projets non seulement évitent les impacts mais apportent également une contribution nette à la durabilité.

2 Comme décrit dans (Lieberknecht, 2020), l'"intégration" comprend „l'intégration horizontale à travers les structures de gouvernance sectorielle, l'intégration verticale à travers de multiples niveaux d'administration, ainsi que l'intégration des parties prenantes, l'intégration multi et transdisciplinaire (réunissant de multiples sphères de connaissances), et l'intégration à travers les échelles géographiques et les frontières juridictionnelles."

3 Telles que les aires marines protégées (AMP), les OGZ dynamiques dans l'espace et dans le temps, et la planification spatiale marine (MSP par son acronyme en anglais).

4 Comme le préconise l'objectif de développement durable (ODD) 14.2, qui prévoit: „D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans,„ <https://sdgs.un.org/goals/goal14>.

8) Peu d'États ont actuellement accès aux connaissances et à l'expertise nécessaires pour superviser des évaluations environnementales efficaces, tandis que les promoteurs de projets peuvent ne pas être tenus de partager des données, d'évaluer les effets potentiels en dehors du site du projet proposé ou d'envisager des alternatives. Une perspective multidisciplinaire pleinement intégrée nécessitera donc un renforcement des capacités en matière de recherche scientifique et de technologie associée. Cet objectif peut être atteint par la coopération internationale, ainsi que par la publication en libre accès et le partage des données et des informations.⁵

9) Il faudra disposer d'outils et d'un soutien pour la recherche et la surveillance systématiques à long terme afin d'étudier les incidences mondiales, régionales et locales sur les écosystèmes et les espèces marines et les changements qui leur sont apportés dans le contexte du changement climatique. Un suivi basé sur des indicateurs harmonisés de la santé des océans, des seuils de précaution et des déclencheurs peut permettre aux gestionnaires d'agir rapidement pour prévenir et éviter des changements négatifs importants.

10) L'Accord BZAJN peut renforcer la cohérence grâce à ses normes de fond et à ses obligations procédurales. Les avant-projets actuels d'obligations procédurales fourniraient des opportunités importantes pour une consultation et une participation publique significatives, un élément clé des bonnes pratiques acceptées, mais autrement, les avant-projets de normes substantielles sont actuellement insuffisants pour garantir la conservation ou l'utilisation durable. En outre, ils pourraient donner lieu à des processus et à des résultats incohérents entre, et même au sein, des secteurs et des régions.

⁵ Des initiatives, telles que la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021 - 2030), peuvent jouer un rôle important.

1. Introduction

Ce rapport examine comment les processus d'évaluation environnementale (EE) pourraient être renforcés par un nouvel instrument international juridiquement contraignant sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (Accord BZAJN). Le rapport explore cette question à travers une étude de cas, analysant comment une proposition hypothétique de développement d'une nouvelle pêcherie dans la zone mésopélagique serait traitée dans le cadre actuel de la gouvernance internationale. L'étude de cas démontre qu'un processus d'évaluation environnementale complet peut améliorer les connaissances et informer la gestion écosystémique intégrée (EBM),⁶ tout en renforçant la coordination, la coopération, la cohérence et les capacités dans et entre les régions et les secteurs.

Le contexte historique est examiné ci-dessous, y compris les menaces qui pèsent sur la santé des océans et les défis auxquels sont confrontés les cadres de gouvernance des océans. La section 2 donne une vue d'ensemble de la zone mésopélagique, en soulignant les limites des connaissances scientifiques actuelles et l'importance des espèces et des écosystèmes mésopélagiques pour le cycle mondial du carbone. La section 3 présente trois types d'évaluations environnementales - l'étude d'impact environnemental (EIE), l'évaluation environnementale stratégique (EES) et l'évaluation environnementale régionale (REA par son acronyme en anglais) - en soulignant les tendances actuelles et les meilleures pratiques émergentes.

La section 4 décrit le cadre juridique international existant pour l'EE dans les ZAJN et examine comment ces dispositions peuvent s'appliquer à une proposition de pêche mésopélagique. La section 5 analyse ensuite les dispositions de l'actuel avant-projet d'accord sur la BZAJN⁷, en les comparant aux processus d'évaluation existants sous les auspices de deux organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et aux normes

de meilleures pratiques. La section 6 examine comment les EES et les REA peuvent contribuer à: i) surmonter les difficultés liées à l'exploitation des zones de l'océan plus éloignées, où les informations sont souvent insuffisantes ou inadéquates pour prendre une décision éclairée; ii) stimuler la coordination, la coopération et les capacités régionales pour obtenir des résultats cohérents en matière de gestion des écosystèmes marins; et iii) mettre en évidence les déclencheurs, les outils et les mécanismes de coordination potentiels. Pour conclure, la section 7 propose quelques réflexions sur la manière dont les processus d'EE pourraient être améliorés par un nouvel Accord BZAJN.

1.1 Contexte

Lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en 2012 (Rio+20), les dirigeants mondiaux ont pris des engagements audacieux pour „protéger et régénérer la santé, la productivité et la résilience des océans“, „maintenir la biodiversité côtière et marine“ et „appliquer efficacement une démarche écosystémique et l'approche de précaution dans la gestion des activités influant sur le milieu marin“.⁸ La communauté internationale a par la suite lancé le processus de définition des objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2030.

Rio+20 a également catalysé les préparatifs en vue d'un nouvel instrument international juridiquement contraignant pour la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN),⁹ qui faisait depuis longtemps l'objet de discussions informelles approfondies (Wright et al., 2018). Les négociations officielles ont débuté en 2018 dans le but d'assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les ZAJN en renforçant la coopération et la coordination internationales.

6 La gestion écosystémique (EBM) est définie ici comme la „gestion globale et intégrée des activités humaines basée sur les meilleures connaissances [scientifiques et traditionnelles] disponibles sur l'écosystème et sa dynamique, afin d'identifier et de prendre des mesures sur les influences qui sont critiques pour la santé des écosystèmes, réalisant ainsi une utilisation durable des biens et services de l'écosystème et le maintien de l'intégrité de l'écosystème“ (Owen et al., 2016). L'EBM doit devenir de plus en plus adaptative pour répondre aux changements dans la distribution verticale et horizontale de la biodiversité sur une base saisonnière, et de plus en plus, en raison du changement climatique (Mendenhall et al., 2020; Ortuño Crespo et al., 2020).

7 A/CONF.232/2020/3, Avant-projet révisé d'un accord au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (27 novembre 2019) <https://undocs.org/en/a/conf.232/2020/3>.

8 L'Avenir que nous voulons (2012) Résolution de l'AGNU A/66/288, §158.

9 Les „zones situées au-delà de la juridiction nationale“ comprennent la colonne d'eau et les fonds marins de la haute mer situés au-delà des frontières des États-nations. Juridiquement, ces zones sont appelées „haute mer“ et „La Zone“. Physiquement, les ZAJN s'étendent sur près de la moitié de la surface de la Terre et représentent plus de 90 % en volume de l'habitat de la vie sur Terre.

Les négociations portent sur quatre points en particulier:

- les ressources génétiques marines, y compris les questions sur le partage des avantages,
- mesures telles que les outils de gestion par zone, notamment les aires marines protégées,
- les études d'impact environnemental et
- les renforcement des capacités et le transfert de la technologie marine.¹⁰

En novembre 2019, la présidente de la Conférence intergouvernementale (CIG) a publié l'avant-projet révisé de l'Accord BZAJN.¹¹ L'avant-projet élabore des principes fondamentaux, des approches et des procédures et décrit un cadre institutionnel. L'avant-projet reflète un large soutien aux principes et approches bien établis, tels que le principe de précaution, la gestion écosystémique et l'utilisation des meilleures connaissances scientifiques disponibles. Il adopte également une „approche qui renforce la résilience des écosystèmes et rétablit leur intégrité“, offrant ainsi un moyen d'intégrer le changement climatique dans la prise de décision et la mise en œuvre. Il existe néanmoins de nombreux domaines clés sur lesquels les États doivent encore parvenir à un consensus.

1.2 Défis pour améliorer la coordination, la coopération, la capacité et la cohérence

Le régime actuel de gouvernance des océans est inadéquat pour assurer la durabilité des ressources marines ou pour protéger la santé des espèces et des écosystèmes marins dans les ZAJN (Houghton et Rochette, 2014; Tladi, 2011; Wright et al., 2018). Les cadres existants sont de plus en plus mis à mal par les effets de l'accélération rapide du changement climatique, notamment les vagues de chaleur, la désoxygénation, l'acidification des océans et les modifications des courants et de la répartition de la biodiversité, ainsi que la baisse

de la productivité primaire (GIEC, 2019; Pentz et al., 2018). La perspective d'une exploitation minière des grands fonds marins dans les ZAJN suscite d'autres inquiétudes quant au fait que cette nouvelle activité pourrait compromettre davantage la santé des océans (Drazen et al., 2020; Levin et al., 2020). Dans le même temps, les réponses à ces nouvelles pressions doivent être comprises et mises en œuvre dans le contexte des effets cumulatifs de la pollution, notamment chimique, plastique et sonore, ainsi que de la pêche non durable qui entraîne des changements fondamentaux dans la structure d'écosystèmes entiers et réduit la résilience (Crespo et Dunn, 2017; L. Lieberknecht, 2020). Ces effets créent de nouvelles demandes de mesures proactives pour renforcer la résilience des écosystèmes et restaurer leur intégrité (Frazão Santos et al., 2020) que les organisations existantes peuvent être mal équipées pour fournir.¹²

Bien que quelques régions océaniques disposent de mécanismes pour faire progresser la coordination et la coopération¹³, il existe des obstacles considérables à la gouvernance intégrée des ZAJN. En particulier, le cadre actuel présente un ensemble complexe d'organisations qui se concentrent sur l'augmentation des avantages économiques provenant d'activités telles que le transport maritime, la pêche, l'exploitation minière des fonds marins ou le soutien à la coopération économique régionale, alors que très peu d'organisations se concentrent sur l'avancement de la santé des océans ou de la conservation de la biodiversité (Wright et al., 2018). Bien que certaines organisations sectorielles aient le mandat légal d'adopter des mesures de conservation pertinentes pour leur activité spécifique, la plupart des organisations sont limitées par des mandats étroits, un accès inadéquat aux meilleures données scientifiques disponibles et d'importants défis en termes de capacités ou de finances (Ardron et al., 2014; Gjerde et Wright, 2019; Mahon et al., 2015; Wright et Rochette, 2018). En raison de ces contraintes, les niveaux de coopération et de cohérence des politiques varient considérablement d'une région à l'autre (Hilborn et al., 2020; Mahon et Fanning, 2019).

10 Résolution 72/249 de l'AGNU. Instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale. <https://undocs.org/en/a/res/72/249>.

11 A/CONF.232/2020/3, note 7. Une compilation des points de vue sur l'avant-projet de texte révisé soumis par de nombreuses délégations et observateurs est également disponible: Propositions de texte soumises par les délégations avant le 20 février 2020, pour examen à la quatrième session de la Conférence intergouvernementale chargée d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatif à la conservation et à l'exploitation durable de la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (la Conférence), en réponse à l'invitation formulée par la Présidente de la Conférence dans sa note du 18 novembre 2019 (A/ CONF. 232/2020/3) https://www.un.org/bbnj/sites/www.un.org/bbnj/files/textual_proposals_compilation_article-by-article_-_15_april_2020.pdf

12 Yadav y Gjerde (2020) énoncent sept principes de résilience écologique et institutionnelle dans les ZAJN dans un contexte de changement climatique.

13 Par exemple, le Pacifique du Sud-Ouest (Quirk et Harden-Davies, 2017) et le Pacifique du Sud-Est (Durussel et al., 2017).

Les négociations d'un nouvel Accord BZAJN offrent donc une occasion unique d'améliorer la coopération et la coordination entre les organisations mondiales, régionales et sectorielles. Comme décrit dans ce rapport, cela peut être réa-

lisé d'une manière qui complète les mandats existants et renforce les capacités, tout en favorisant des résultats cohérents en matière de conservation au profit des générations actuelles et futures.

Encadré 1: L'Accord BZAJN „ne doit pas porter préjudice à“ les cadres existants

Outils de gestion par zone, y compris les zones marines protégées

Une question clé à laquelle les négociateurs sont confrontés est de savoir comment définir la relation de l'Accord BZAJN avec les autres instruments et cadres juridiques pertinents et les organismes mondiaux, régionaux et sous-régionaux concernés. Alors que les États ont convenu que le nouvel Accord BZAJN „ne portera pas préjudice“ aux accords ou organes existants, des interprétations divergentes de cette phrase ont cherché à la fois à limiter et à accroître l'ambition (Friedman, 2019; Scanlon, 2018; Wright et al., 2016). La façon dont cette phrase est finalement reflétée dans l'Accord BZAJN aura des implications importantes pour la capacité de l'instrument à améliorer la coordination et la coopération, à renforcer les capacités et à obtenir des résultats de gestion cohérents.

2. Étude de cas: la pêche mésopélagique

Les pêcheries mésopélagiques présentent des caractéristiques uniques qui en font un cas d'étude intéressant pour étudier comment la communauté internationale évalue les impacts environnementaux des activités proposées et assure une gestion efficace des services écosystémiques essentiels. Il s'agit en particulier de:

- Une activité proposée qui peut relever à la fois des **règlements de pêche existants et du futur Accord BZAJN**;
- Sujet à un **intérêt croissant pour l'exploitation commerciale**, motivé par les politiques de „croissance bleue“ et l'impératif perçu de „libérer de nouvelles ressources marines pour une population humaine croissante“ (Institut norvégien de recherche marine, 2017). Bien qu'une certaine pêche mésopélagique ait eu lieu dans le passé, l'intérêt récent se concentre sur le potentiel d'utilisation dans l'aquaculture et les nutraceutiques à haute valeur ajoutée, tels que les huiles oméga-3 (St. John, 2016);
- **Particulièrement vulnérable** aux pressions anthropiques, notamment de la pêche et du changement climatique (St. John et al., 2016);

- Essentiel au maintien de la **pompe biologique, qui séquestre le carbone et régule le climat** (St. John et al, 2016; Jin et al; Martin et al., 2020);
- Un **maillon essentiel des réseaux alimentaires océaniques** (Choy et al., 2017), soutenant la biodiversité et fournissant des proies aux espèces à valeur commerciale telles que le thon;
- **Producteurs importants de carbonate** (par excretion), un service écosystémique qui gagnera vraisemblablement en importance à mesure que l'océan se réchauffe et devient plus acide (Wilson et al., 2009).
- **Mal compris**, la communauté scientifique soulignant qu'il existe un „trou noir dans notre compréhension“ (St. John et al., 2016) et que la zone mésopélagique „doit être étudiée maintenant, avant qu'il ne soit trop tard“ (Martin et al., 2020).

Dans cette optique, les paramètres de l'étude de cas ont été définis de manière à mettre au mieux en évidence les complexités et les différents enjeux de cet exemple.

Tableau 1: Justification des paramètres de l'étude de cas

Paramètre	Importance
Un État propose de commencer à exploiter les stocks de poissons-lanternes (Myctophidés).	Les poissons-lanternes sont une espèce clé dans les réseaux alimentaires marins et dans le cycle du carbone, ce qui a de ramifications potentiellement mondiales qui vont au-delà des simples questions de gestion des stocks régionaux.
La pêche se situe juste au-delà de la zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles de plusieurs États côtiers en développement (c'est-à-dire, dans les ZAJN), mais d'après les études biogéographiques, les stocks de poissons mésopélagiques et leurs écosystèmes associés peuvent chevaucher la ZEE et la haute mer	La pêche à proximité d'une ZEE peut avoir des répercussions sur les intérêts des États côtiers en matière de pêche et de conservation, ce qui souligne l'importance de la compréhension scientifique et des processus de gouvernance inclusifs.
La pêche exploratoire est d'abord proposée avant qu'une pêche commerciale soit développée	Le droit international exige une approche de précaution pour le développement de nouvelles pêches en haute mer et un État proposerait probablement une pêche exploratoire au sein de l'ORGP concernée. ¹⁴ La capacité et la performance des ORGP varient et les processus d'évaluation de l'impact peuvent ne pas être équipés pour évaluer adéquatement les pêches mésopélagiques.

¹⁴ Les ORGP sont le véhicule privilégié pour la coopération en matière de gestion et ont généralement des exigences pour l'approbation d'une pêche exploratoire (voir les sections 4.3 et 4.10.5).

Paramètre	Importance
Jusqu'à 500 tonnes par navire et par jour de poissons-lanternes mésopélagiques pourraient être récoltées.	Une pêche exploratoire initialement petite, approuvée avec une évaluation environnementale minimale, pourrait rapidement se développer, augmentant ainsi le potentiel d'impacts négatifs importants
Les prises ne sont pas destinées à la consommation humaine directe, mais seront transformées en produits à valeur commerciale, tels que des matières premières pour l'aquaculture, des compléments alimentaires ou des cosmétiques.	L'exploitation de ressources communes essentielles à des fins commerciales peut soulever des problèmes d'équité et de durabilité, surtout en l'absence de mécanismes de gouvernance participative efficaces.
Il est proposé que la pêche ait lieu en haute mer dans l'Atlantique du Sud-Est ou dans le Pacifique du Sud-Est.	Le fait de se concentrer sur certaines régions permet d'examiner en détail les processus existants dans le cadre des organismes de gestion de la pêche. Ces deux régions font l'objet du projet STRONG High Seas, mais fournissent des indications généralisables.

2.1 Panorama des écosystèmes mésopélagiques

La zone mésopélagique ou „zone crépusculaire de l'océan“ se situe sous les couches supérieures ensoleillées de l'océan et au-dessus de la zone bathypélagique ou „zone de minuit“. De la limite supérieure de la zone mésopélagique, à environ 150 - 200 m de profondeur, à sa limite inférieure, à environ 1000 m, la lumière du soleil passe de 1 % des niveaux de surface à 0 % et à la transition méso/bathypélagique. Ensemble les eaux intermédiaires océaniques (mésopélagiques + bathypélagiques) constituent le plus grand espace de vie sur Terre.

La zone mésopélagique est peuplée d'une faune diversifiée, comprenant des créatures gélatineuses comme les cténophores, les siphonophores et les hydroméduses (Robison, 2009), d'autres zooplanctons et des poissons, crevettes et calmars migrant verticalement. Certains zooplanctons gélatineux sont carnivores, mais d'autres créatures gélatineuses sont des filtreurs; certaines tissent de vastes toiles de mucus pour capturer les particules alimentaires flottantes. Ces créatures gélatineuses ont été extrêmement difficiles à étudier jusqu'aux récents progrès de la photographie, car elles sont rapidement réduites à l'état de bave au fond d'un filet (Hamner et al., 1975).

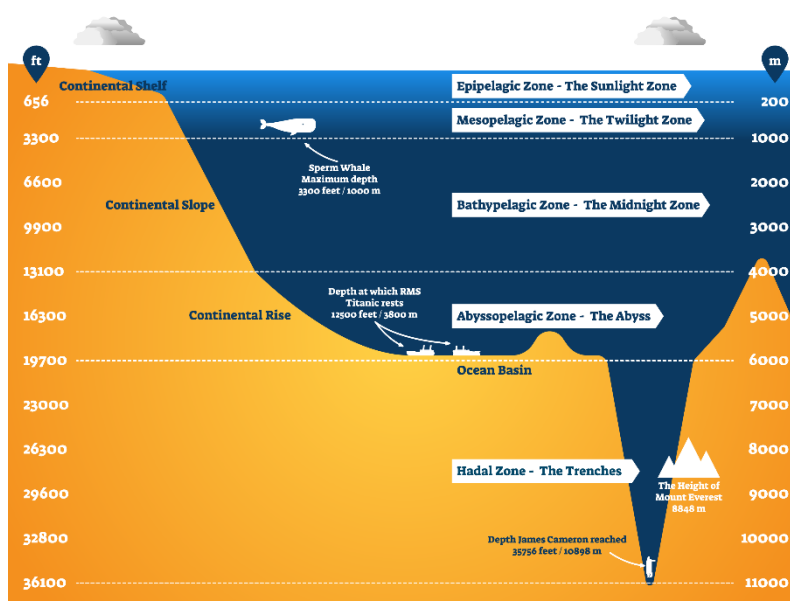


Figure 1: Couches océaniques | © VectorMine/Shutterstock.com

La migration verticale quotidienne d'un grand nombre de poissons, de calmars, de zooplanctons et d'autres organismes des profondeurs moyennes vers les eaux de surface est la plus grande migration animale sur Terre (Hoagland, 2020). Ces espèces sont une composante essentielle des réseaux alimentaires (Choy et al., 2017; Drazen et Sutton, 2017), car elles sont la proie d'un large éventail de prédateurs pélagiques, dont des thons et des istiophoridés d'importance commerciale, des requins, des cachalots, des espadons et même des oiseaux marins qui plongent à grande profondeur (Hoagland, 2020; Hudson et al., 2014). Ces espèces sont également des proies importantes pour les espèces vivant au fond des océans, là où le fond recoupe leur habitat, par exemple au niveau des monts sous-marins (qui servent de nourriture à l'hoplostète orange) et des flancs des continents ou des îles (dans les ZEE dans ces cas-là). Et bien qu'il n'existe pas d'études de marquage et de suivi pour des espèces aussi petites que les myctophidés, leurs populations sont très susceptibles de chevaucher les frontières nationales et internationales (Hoagland, 2020; Sutton et al., 2017).

Les espèces mésopélagiques sont également un élément essentiel de la pompe à carbone biologique (Martin et al., 2020), consommant le zooplancton près de la surface et le transférant vers les profondeurs de l'océan, où il est libéré (excrétion) et séquestré pendant de longues périodes. Bien que la quantité nette de carbone séquestrée de cette manière soit très incertaine, les estimations varient entre 2 et 6 milliards de tonnes métriques provenant de la zone crépusculaire chaque année, l'estimation la plus basse équivalant à deux fois la quantité de dioxyde de carbone émise par les automobiles dans le monde (Hoagland, 2020).

Enfin, les poissons mésopélagiques sont probablement des acteurs clés de la biogéochimie des océans du monde. Les poissons marins produisent des carbonates précipités dans leurs intestins, qui sont excrétés à des taux élevés. On estime que les poissons marins contribuent entre 3 et 15 % de la production totale de carbonates océaniques (Wilson et al., 2009), les poissons mésopélagiques représentant probablement une grande partie de cette production en raison de leur biomasse globale élevée.

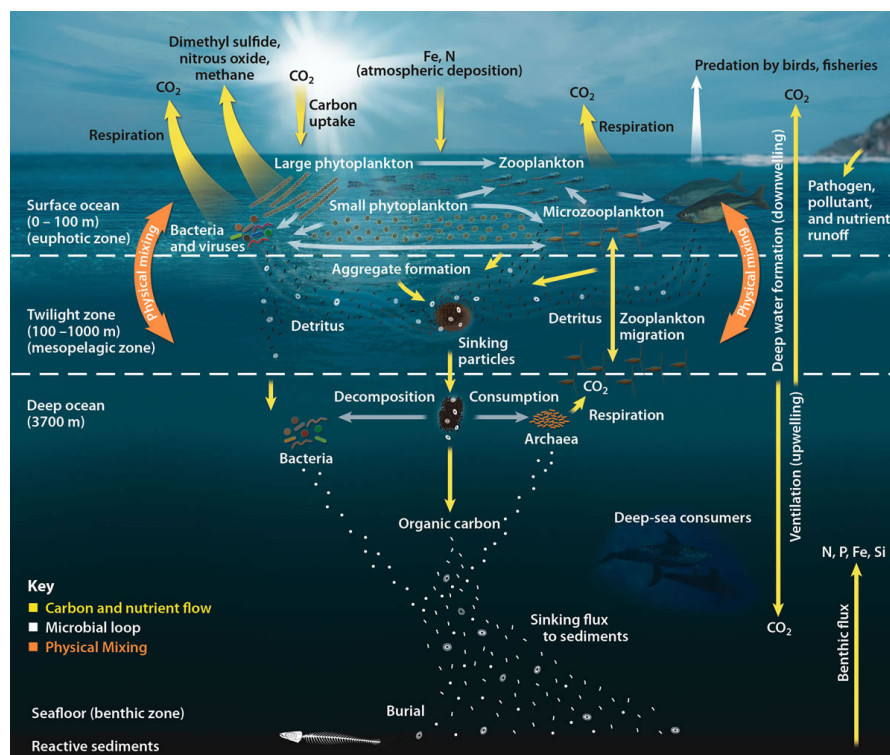


Figure 2: Réseau alimentaire marin et flux de carbone | © U.S. Department of Energy

2.2 Potentiel halieutique

La zone mésopélagique pourrait abriter d'énormes stocks de poissons mésopélagiques à l'échelle mondiale, avec une biomasse estimée à 10 milliards de tonnes métriques (Irigoien et al., 2014).¹⁵ La possibilité que les poissons-lanternes puissent soutenir des pêcheries commerciales est connue depuis les années 1960 (Shotton, 1997), bien que peu de tentatives concertées aient été faites pour développer les stocks.

L'intérêt pour le développement d'une pêche commerciale prend aujourd'hui de l'ampleur. Contrairement à la plupart des pêcheries qui récoltent principalement pour la consommation directe, les pêcheries mésopélagiques sont ciblées pour la farine de poisson destinée aux industries de l'aquaculture et de l'alimentation animale, et comme matériau source potentiel pour la dérivation de produits pharmaceutiques et nutraceutiques (Alvheim et al., 2020; Hidalgo y Browman, 2019; Remesan et al., 2019; Sutton et al., 2020).¹⁶

Standal et Grimaldo (2020) signalent que „les acteurs industriels à grande échelle en dehors du domaine traditionnel de la pêche s'intéressent à la nouvelle pêche potentielle“, en particulier les grandes entreprises qui „ont les connaissances et les ressources nécessaires (capital humain et force financière) pour exploiter et développer d'énormes chalutiers-usines dotés d'usines de transformation à bord“.

Les pêcheries mésopélagiques pourraient entraîner des prises accessoires (par exemple, des crustacés, des calmars et d'autres poissons) et représenteront probablement une pêche mixte d'une biodiversité variable, selon les profondeurs de pêche et la région (Sutton et al., 2017). La forte connectivité et les très larges échelles spatiales associées à de nombreux assemblages mésopélagiques

pourraient rendre les évaluations des stocks de gestion très difficiles à réaliser avec précision (par exemple, si une pêche a lieu dans une zone, mais que les impacts peuvent être éloignés dans l'espace et dans le temps en raison des courants océaniques et de la dispersion passive à grande échelle (Milligan et Sutton, 2020).

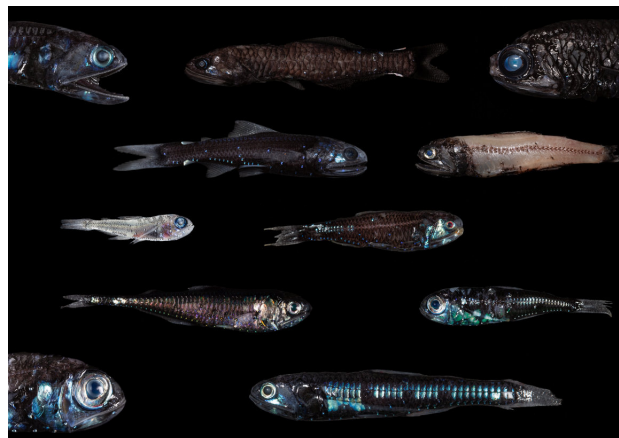


Figure 3: Poisson-lanterne | © Paul Caiger, Institut océanographique de Woods Hole

Comme une mauvaise gestion des espèces et des écosystèmes mésopélagiques pourrait avoir des ramifications mondiales (St. John et al., 2016), il est essentiel d'améliorer les connaissances scientifiques et d'adopter une approche de précaution. L'exploitation durable de ces ressources „nécessite une évaluation holistique de la communauté et une compréhension des mécanismes contrôlant cette biomasse, son rôle dans la préservation de la biodiversité et son influence sur le climat, ainsi que des outils de gestion capables de peser les coûts et les avantages de l'exploitation de cette communauté“ (St. John et al., 2016).

¹⁵ Ce chiffre est 10 fois plus important que les estimations précédentes, bien que la biomasse réelle soit toujours en question (Hoagland, 2020) et que les estimations varient considérablement.

¹⁶ En même temps, il existe une série d'alternatives en cours de développement qui ne nécessitent pas l'exploitation des poissons, comme la culture d'algues marines et d'algues destinées à être utilisées dans l'alimentation des poissons et les compléments en oméga-3. Voir, par exemple, le projet MACROSEA A (<https://www.sintef.no/projectweb/macrosea/>) y el Consorcio AquaVitae (<https://www.aquavitaeproject.eu/>).

3. Évaluations environnementales

Les évaluations environnementales sont un outil essentiel pour garantir la précaution dans le développement de nouvelles activités humaines. Le processus d'évaluation peut révéler la gamme des effets potentiels d'une activité sur de multiples composantes d'un écosystème (y compris les effets directs, indirects et cumulatifs) et les moyens possibles d'atténuer les impacts prévus (Cashmore, 2004; Morgan, 2012; Petts, 1999; Wright et Kyhn, 2015). Elles constituent également un outil procédural important pour garantir une consultation complète des parties prenantes et la prise en compte de multiples points de vue et valeurs (Doelle et Sander, 2020; Hughes, 1998).¹⁷ Les décideurs peuvent utiliser cette évaluation pour prendre des décisions éclairées quant à l'autorisation d'une nouvelle activité ou d'un nouveau projet, et dans quelles conditions (Doelle et Sander, 2020).

Bien que les EIE aient été au centre des négociations de l'Accord BZAJN, elles ne sont qu'un type d'évaluation environnementale, et la communauté des évaluateurs d'impact souligne depuis longtemps le besoin d'évaluations stratégiques et régionales plus larges qui peuvent mieux informer la gestion écosystémique (Doelle et Sander, 2020; Jay et al., 2007a; Sadler et Verheem, 1996). Néanmoins, les dispositions clés concernant la portée et les procédures d'évaluations stratégiques plus larges restent entre parenthèses dans l'avant-projet révisé d'Accord BZAJN.¹⁸ Il est suggéré ici que les EES et les REA sont essentielles pour une prise de décision et une gestion de qualité et qu'elles renforceraient les capacités de coordination, de science et de gestion tout en garantissant la santé des océans.

Tableau 2: Aperçu des différents types d'évaluation environnementale

	EIE	EES/REA
Échelle	➤ Projet	➤ Politique, programme ou plan/région
Focus	➤ Déterminer si un projet ou une activité proposée est autorisé à aller de l'avant, et dans quelles conditions.	➤ Comprendre les impacts potentiels des politiques, plans et programmes à plus long terme.
Processus	➤ Processus linéaire avec des stades clairement définis, de la proposition à la décision et à la révision	➤ Processus itératif à plusieurs étapes, avec boucles de rétroaction.
Portée	➤ Accent mis sur l'atténuation des impacts environnementaux d'un projet spécifique. ➤ Prise en compte d'une gamme limitée d'alternatives de projet ➤ Examen limité des impacts cumulatifs.	➤ Accent mis sur le respect de l'environnement, les objectifs sociaux et économiques et le pilotage de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, programmes et plans ➤ Prise en compte d'un large éventail de scénarios alternatifs. ➤ Incorpore la prise en compte des impacts cumulatifs.
Responsabilité	➤ Généralement préparé et/ou financé par les promoteurs du projet.	➤ Menée indépendamment de tout promoteur de projet spécifique, généralement par un organisme mandaté ou conjointement.

¹⁷ Ces deux rôles de l'EIE sont interconnectés et doivent être considérés ensemble pour une bonne prise de décision: la compréhension scientifique des impacts devrait influencer les valeurs et les priorités, et les valeurs et les priorités devraient influencer la science et la prise en compte de la science dans la prise de décision. L'EIE est un processus destiné à faciliter ces interactions entre la science naturelle et les valeurs et priorités des personnes potentiellement concernées

¹⁸ Les REA ne sont pas encore prises en compte dans le texte, bien qu'elles puissent être considérées comme une composante des EES. Les REA ont été discutées lors d'un atelier organisé par l'Union européenne en janvier 2020 pour les négociateurs du processus BZAJN (voir l'atelier de l'Union européenne sur les évaluations d'impact environnemental et les évaluations environnementales stratégiques dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, Bruxelles, 28-29 janvier 2020. Hills, J.M. (2020) Rapport de l'atelier „Environmental impact assessments and strategic environmental assessment in areas beyond national jurisdiction“, 28 - 29 janvier 2020, Bruxelles, Belgique).

3.1 Étude d'impact environnemental (EIE)

L'EIE est un processus d'évaluation des impacts probables d'une activité spécifique proposée sur l'environnement et d'aide à la planification et à la gestion de l'environnement en fournissant „des informations claires et bien organisées sur les ef-fets, risques et conséquences environne-men-taux des options et propositions de déve-loppe-ment“ (Partidário, 2003). L'EIE est le princi-pal outil utilisé par les autorités réglementaires du monde entier pour s'assurer que les objectifs de protection de l'environnement sont atteints lors de l'approbation des projets (Morgan, 2012; Sadler, 1996) et de nombreuses institutions fi-nancières exigent des EIE avant d'accorder des

financements (Castaneda, 1992).

Alors que les premières pratiques d'EIE se concen-traient sur l'évitement et l'atténuation des pires im-pacts d'un projet proposé, cette approche a été lar-gement critiquée pour son inefficacité (Cashmore et al., 2004; Jay et al., 2007a). La pratique contem-poraine de l'EIE cherche donc à prendre en comp-te non seulement les impacts environnementaux, mais aussi les bénéfices potentiels, les risques et les incertitudes, y compris les aspects sociaux et économiques, permettant ainsi aux décideurs de maximiser la contribution nette à la durabilité (Do-elle et Sander, 2020; Jay et al., 2007b; McCluskey et João, 2011).

Encadré 2: Éléments communs des processus d'EIE (Lily et Roady, 2020)

- **Examen préalable pour déterminer si une activité est susceptible de causer des effets envi-ronnementaux significatifs.**
- **Établissement de la portée des données disponibles et des questions clés; identification des études supplémentaires nécessaires à l'évaluation. Il existe souvent un processus formel de consultation pour affiner les questions clés à étudier.**
- **Études de base sur l'état de l'environnement récepteur.**
- **Évaluation des impacts et identification des options d'atténuation.**
- **Rapport environnemental, généralement sous la forme d'un énoncé des incidences environ-nementales (EIS par son acronyme en anglais) et de documents justificatifs.**
- **Soumission, évaluation et consentement [conditionné], dans lequel l'autorité de régulation.**

L'avant-projet révisé de l'Accord BZAJN contient deux définitions alternatives de l'EIE, avec de nom-breuses parenthèses reflétant l'absence de con-sensus:¹⁹

[7. Variante 1. On entend par « étude de l'impact sur l'environnement » le processus consistant à évaluer l'impact sur l'environnement d'une activité [appelée à être exercée dans des zones ne relevant pas de la juri-diction nationale [, ayant des effets sur des zones tant relevant que ne relevant pas de la juridiction nationa-le]] [, en tenant compte [, entre autres,] des effets in-terdépendants sur les plans [socioéconomique]

[social et économique] et culturel et sur la santé hu-maine, qu'ils soient bénéfiques ou préjudiciables].]

[7. Variante 2. On entend par « étude de l'impact sur l'environnement » le processus consistant à évaluer les effets potentiels d'activités planifiées, à mener sous la juridiction ou le contrôle d'États Parties dans des zo-nes ne relevant pas de la juridiction nationale, et qui sont susceptibles de provoquer une pollution subs-tantielle du milieu marin ou d'entraîner des change-ments importants et dommageables de ce milieu.]

Dans le contexte transfrontalier et des zones situées au-delà de la juridiction nationale, la consultation et la participation d'autres États, d'experts, du public et d'autres parties prenantes, ainsi que les mesures de suivi, telles que la surveillance des impacts environnementaux en cours, constituent une partie essentielle du processus d'EIE (Lily et Roady, 2020).

3.2 Évaluation environnementale stratégique (EES)

L'EES est un outil utilisé pour évaluer les implications environnementales des politiques, plans ou programmes gouvernementaux, ainsi que les développements futurs dans une région ou un secteur (Noble, 2000; Partidário, 1999; Sadler et Verheem, 1996). Un processus d'EES permet d'impliquer les parties prenantes bien avant qu'une décision ne soit prise de mettre en œuvre un certain plan, une certaine politique ou une certaine activité, et d'étudier l'éventail des impacts potentiels, y compris les impacts cumulatifs et les considérations climatiques (Doelle et Sander, 2020). Les EES peuvent également être utiles avant l'introduction de nouvelles activités ou technologies afin de fournir une vue d'ensemble stratégique des options de développement et des interactions (Warner, 2016; Warner et al., 2018). Les résultats d'un processus d'EES peuvent fournir des données de base et une compréhension précieuse qui peuvent éclairer les EIE ultérieures de projets spécifiques (voir la section 6.1 pour savoir comment les EES pourraient être davantage élaborées dans l'Accord BZAJN).

L'EES est provisoirement définie comme suit dans le projet de texte révisé de l'Accord BZAJN:²⁰

1.13: On entend par «évaluation stratégique environnementale» l'évaluation des effets probables sur l'environnement, y compris sur la santé, qui comprend la délimitation du champ d'un rapport environnemental et son élaboration, la mise en œuvre d'un processus de participation et de consultation du public et la prise en compte du rapport environnemental et des résultats du processus de participation et de consultation du public dans un plan ou programme.]

L'avant-projet d'article révisé sur les EES prévoit:²¹

1. Les États Parties, individuellement ou en coopération, veillent à ce qu'une évaluation stratégique environnementale soit effectuée pour les plans et programmes relatifs à des activités [relevant de leur

juridiction ou de leur contrôle,] [menées] [ayant des impacts] dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale, qui répondent aux seuils ou critères fixés à l'article 24.

2. Forme d'évaluation environnementale, l'évaluation environnementale stratégique suit mutatis mutandis les règles énoncées dans la présente partie.

3.3 Évaluation environnementale régionale (REA)

Les REA constituent le type le plus large d'évaluation environnementale, visant à évaluer l'état de l'environnement dans une zone océanique désignée, ainsi que les impacts cumulatifs et individuels des activités humaines passées, présentes et futures sur ce système (Doelle et Sander, 2020). Les REA sont particulièrement bien adaptées à l'intégration des changements climatiques prévus et d'autres changements environnementaux dans le temps, ainsi qu'à divers scénarios de développement futur (Doelle et Sander, 2020). Les REA combinées à une surveillance intégrée et systématique constituent également une étape fondamentale pour évaluer et maintenir la santé des océans (Franke et al., 2020).

Un processus de REA pourrait comporter une étude initiale de base de la région en question afin d'acquérir une compréhension globale de l'écosystème (par exemple, les paramètres physiques, chimiques et biologiques et la fonction). Une telle étude pourrait évaluer les conditions importantes pour une éventuelle pêche mésopélagique, telles que la distribution régionale, la variabilité temporelle, les relations trophiques, la fonction de l'écosystème, la connectivité écologique ou océanographique et les estimations de résilience et de récupération. Étant donné que le mésopélagique reste pauvre en données et que la majorité de ces attributs de base sont inconnus, une REA pourrait être utilisée comme première étape pour orienter les priorités de recherche futures afin de permettre une prise de décision mieux informée (voir la section 6.2 pour savoir comment les REA pourraient être intégrées dans l'Accord BZAJN).

²⁰ Article 1.13.

²¹ Article 28

3.4 Nouvelles normes de bonnes pratiques pour les évaluations environnementales

L'Accord BZAJN présente une opportunité de surmonter le patchwork fragmenté de règles pour les activités affectant la BZAJN. Doelle et Sander (2020) identifient 12 éléments pour les processus d'EE qui peuvent en faire un outil de gouvernance efficace pour la durabilité.

Combinés, ils pourraient contribuer à la réalisation des objectifs de l'Accord BZAJN en renforçant la coopération et la coordination, en permettant l'adoption d'approches plus cohérentes pour toutes les utilisations de l'océan et au sein des régions et entre elles, tout en renforçant les capacités de mise en œuvre.

Tableau 3: Éléments des évaluations environnementales de „nouvelle génération“ (basé sur Doelle & Sander, 2020)

Élément	Description	Critères d'évaluation
Évaluations intégrées et échelonnées	La hiérarchisation permet aux résultats d'un niveau d'évaluation d'informer et d'être transférés à un autre niveau. Les trois niveaux sont les EIE, les EES et les REA. ➤ Les EIE sont des évaluations au niveau du projet ➤ Les EES sont des évaluations au niveau des politiques, des plans ou des programmes utilisés pour intégrer l'environnement et la biodiversité dès les premières étapes de la formulation des politiques et de la planification. ➤ Les REA constituent l'évaluation la plus large de la compréhension, la planification et la gestion de la biodiversité sur la base d'une approche écosystémique. Les REA peuvent être déclenchées dès qu'il y a un développement important ou une pression environnementale. Il est important de définir le rôle de chaque niveau, la manière dont les niveaux sont intégrés, et ce qui se passe au niveau du projet lorsqu'il y a des lacunes aux niveaux régional ou stratégique.	Des évaluations multiples, interactives et intégrées sont-elles nécessaires? Le régime d'EE définit-il le rôle de chaque niveau, la manière dont ce rôle est intégré et la manière dont les lacunes sont traitées?
Évaluations coopératives	La conception et la mise en œuvre conjointes des évaluations peuvent servir de point de départ important pour encourager les organismes et instruments concernés à coopérer. Les REA conjointes peuvent être particulièrement utiles en tant que processus permettant de combiner, de compiler et de synthétiser les données environnementales et autres données sous-jacentes pour alimenter les EES et les EIE et d'autres actions coordonnées futures.	Existe-t-il des dispositions permettant une conception et une mise en œuvre conjointes des REA? Les processus d'évaluation environnementale permettent-ils une large participation et le partage des données?
Les filières d'évaluation	L'échelle et la complexité des projets peuvent varier considérablement. L'inclusion de différentes exigences de fond et de procédure fondées sur l'échelle, la signification potentielle des effets négatifs et des avantages et le potentiel d'intérêt et de préoccupation du public peut permettre une évaluation plus efficace des projets de nature différente. L'absence d'une telle démarche peut conduire à l'évaluation d'un éventail restreint de propositions ou à des processus inefficaces et inefficients.	Les différents types de processus d'évaluation environnementale prévoient-ils des exigences de fond et de procédure différentes en fonction, par exemple, de l'ampleur et de l'importance potentielles des effets négatifs?
Connaissances traditionnelles et locales	Les processus d'évaluation environnementale doivent être conçus et mis en œuvre pour garantir le traitement approprié des connaissances locales et traditionnelles dans le processus d'évaluation. Pour les ZAJN, cela comprend, par exemple, la connectivité des espèces et des processus marins, les meilleures pratiques de gestion de l'environnement, les techniques de navigation traditionnelles et les espèces marines d'importance culturelle (Mulalap et al., 2020; Vierros et al., 2020).	Les processus d'évaluation environnementale permettent-ils et encouragent-ils la prise en compte des connaissances locales et traditionnelles dans le processus d'évaluation?
Transparence et la comptabilité	La transparence et la responsabilité sont toutes deux essentielles à une évaluation environnementale efficace. La transparence concerne l'accès à l'information en temps voulu, l'accès au processus lui-même et l'accès à la façon dont les décideurs utilisent l'information pour tirer des conclusions et formuler des recommandations. La responsabilité ajoute l'attente que le processus et les décideurs du projet démontrent qu'ils agissent conformément aux objectifs du processus, et qu'ils sont responsables lorsqu'ils ne le sont pas, y compris par des recours pour contester les décisions sans transparence et sans responsabilité, „l'EE risque de devenir un peu plus qu'un processus pour justifier des décisions prises bien avant le début du processus d'EE“ (Doelle et Sander, 2020).	Les processus d'évaluation environnementale assurent-ils la transparence et la responsabilité des décideurs ?

Élément	Description	Critères d'évaluation
Évaluation fondée sur la durabilité & la prise de décision	Les évaluations fondées sur la durabilité peuvent élargir le champ d'application au-delà des seuls effets biophysiques en ajoutant une série d'autres impacts, bénéfiques et incertitudes tels que la santé, le genre, la culture, l'équité dans la distribution des effets et la distribution intergénérationnelle. Les critères basés sur la durabilité peuvent être guidés par les ODD et d'autres critères de décision.	Le processus d'évaluation et de prise de décision inclut-il des critères de décision généraux fondés sur le développement durable? Les critères de décision sont-ils guidés par l'équité et les ODD?
Évaluation comparative des alternatives	Les évaluations comparatives peuvent révéler les implications des impacts et bénéfices prévus d'une entreprise proposée. Les alternatives envisagées devraient inclure l'option de ne pas aller de l'avant ainsi qu'une gamme d'activités qui pourraient atteindre les mêmes besoins, buts et objectifs sociétaux. Pour ce faire, les activités d'évaluation devraient être intégrées au processus de planification, et les REA et EES devraient être menées avant les évaluations fondées sur les projets.	Les processus d'EE garantissent-ils une comparaison efficace des alternatives? L'EIE s'appuie-t-elle sur une REA et une EES préalables?
Effets cumulatifs	Les REA et les EES sont particulièrement utiles pour évaluer les effets cumulatifs, mais ceux-ci doivent être pris en compte à tous les niveaux pour comprendre l'interaction potentielle de l'entreprise proposée avec d'autres développements futurs. „Le processus devrait reconnaître que tous les effets sont cumulatifs et que toute réduction de la résilience des systèmes naturels limitera ce que nous pourrions faire à l'avenir" (Doelle et Sander, 2020).	Le processus d'EE exige-t-il la prise en compte des effets cumulatifs, y compris les effets liés au changement climatique?
Participation significative du public	La participation du public doit commencer tôt et se poursuivre jusqu'aux étapes de surveillance et de suivi. „Une participation efficace du public exige de la flexibilité, un bon jugement et une ouverture permettant aux préoccupations du public d'affecter le résultat d'une évaluation" (Doelle et Sander, 2020).	Le processus d'EE permet-il une participation significative du public?
Orientation vers l'apprentissage mutuel	Les évaluations environnementales peuvent constituer une occasion particulière de trouver un terrain d'entente et d'apprentissage mutuel. „L'un des principaux objectifs de l'évaluation environnementale devrait être de trouver des moyens de poursuivre son propre intérêt d'une manière qui soit conforme aux intérêts des autres et, en fin de compte, à l'intérêt public. Les processus d'évaluation environnementale doivent être conçus pour encourager ce changement de mentalité, par un engagement précoce, un engagement adapté aux personnes concernées, un processus manifestement indépendant et impartial, une ouverture aux questions qui préoccupent ceux qui s'engagent, une transparence et une responsabilité totales, et des critères de décision clairs" (Doelle et Sander, 2020).	Le processus d'évaluation environnementale est-il conçu pour un apprentissage mutuel de toutes les parties concernées? Est-il conçu pour servir d'occasion de développer un terrain commun?
Surveillance & suivi	La surveillance des effets réels est essentielle pour un processus d'EE efficace. Il permet de confirmer la conformité, d'évaluer l'exactitude des prévisions et de corriger le tir ou de prendre des mesures d'exécution. Le partage de l'information, par exemple par le biais d'un mécanisme interne clair, peut garantir que les leçons sont transmises afin d'améliorer les prévisions pour les propositions futures.	L'EIE nécessite-t-elle une surveillance et un processus de suivi pour confirmer la conformité, évaluer la précision et permettre des corrections de trajectoire?
Une administration indépendant & impartiale	Un administration indépendante et impartiale est essentielle pour garantir la légitimité des processus d'EE. „Ceux qui n'ont pas cette indépendance ou cette impartialité peuvent toujours se voir confier des responsabilités dans le processus, mais seulement avec une orientation et une responsabilité suffisantes en matière de droit et de politique" (Doelle et Sander, 2020). Les dispositions relatives à la transparence et à la responsabilité sont centrales, tout comme les dispositions visant à garantir que tout pouvoir discrétionnaire sera exercé dans l'intérêt public.	Le risque de partialité est-il compris et évité?

4. Cadre juridique international existant

4.1 Aperçu général

De nombreux accords et organismes internationaux peuvent être pertinents pour la gouvernance d'une éventuelle pêche mésopélagique (voir le tableau 4 et les sections 4.2 - 4.10 ci-dessous), mais ceux-ci ne fournissent que des obligations, des principes et des orientations générales:

- Cinq organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) se concentrent largement sur les stocks de poissons traditionnels chevauchants ou grands migrants, comme le thon, et n'auraient pas de mandat clair pour gérer les pêches mésopélagiques.
- Les ORGP non thonnières se sont généralement concentrées sur la gestion d'un petit nombre d'espèces et la protection des fonds marins contre impacts de la pêche de fond, mais leurs

mandats légaux semblent inclure les espèces mésopélagiques. Les exigences en matière d'évaluation environnementale de la pêche exploratoire se concentrent généralement sur la durabilité du stock cible lui-même, avec une prise en compte limitée ou inexistante des impacts potentiels sur les services écosystémiques (tels que la séquestration du carbone ou les réseaux alimentaires) ou la consultation des non-membres.

- Une série de conventions axées sur la conservation fournissent des orientations utiles mais ne sont pas couramment appliquées par les organismes sectoriels ayant un mandat dans les ZAJN. Les accords et directives existants pour les EIE et les EES se concentrent sur les activités d'un État susceptibles d'affecter un autre État, plutôt que sur l'environnement lui-même.

Tableau 4: Éléments clés du cadre international de gouvernance des océans et leur pertinence pour les pêcheries mésopélagiques

Instrument	Résumé	Pertinence pour les pêcheries mésopélagiques
CNUDM	Une „Constitution pour l'océan" générale, définissant les droits et obligations des États dans le milieu marin.	Pas de dispositions spécifiques. Obligation générale de protection de l'environnement et dispositions générales sur la durabilité des pêcheries.
ANUSP	Fournit des orientations supplémentaires sur les obligations des États en matière de coopération pour la gestion des stocks de poissons et énonce des principes clés, tels que la précaution.	Pas de dispositions spécifiques. Nécessite une coopération par le biais des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP).
ORGP	Organisations régionales où les États coopèrent pour gérer les stocks de poissons en haute mer. Elles se concentrent soit sur la pêche au thon, soit sur la pêche autre que le thon („ORGP générales").	Les ORGP générales ont de larges mandats pour réglementer toutes les pêcheries autres que celles de thon; jusqu'à présent, elles se sont largement concentrées sur les pêcheries de fond.
Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable	Définit les principes généraux applicables à toutes les pêcheries.	Pas de dispositions particulières.
Résolution 61/105 de l'Assemblée générale des Nations unies	Adopté pour garantir que les principes de l'accord sur les stocks de poissons soient également appliqués aux stocks distincts de poissons de haute mer; Exige une évaluation préalable des impacts sur la durabilité et la biodiversité, ainsi qu'une absence d'effets néfastes notables sur les écosystèmes „vulnérables" des grands fonds marins comme conditions d'approbation des pêcheries proposées.	Pas de dispositions spécifiques car la résolution se concentre sur la protection des „écosystèmes marins vulnérables" contre les „effets néfastes notables" causés par les fonds marins.
Directives internationales de la FAO sur la gestion de la pêche profonde en haute mer	Décrit les mesures nécessaires pour mettre en œuvre la résolution 61/105 de l'Assemblée générale des Nations unies et fournit une définition des „effets néfastes notables".	Pas de dispositions spécifiques car les lignes directrices se concentrent sur les pêcheries en eaux profondes où l'engin de pêche interagit avec la mer.
Convention sur la diversité biologique	Traité général visant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité.	Chaque partie contractante identifie les processus et les catégories d'activités qui ont, ou sont susceptibles d'avoir, des effets néfastes notables sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et surveille leurs effets par échantillonnage et autres techniques.

4.2 Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM, 1982)

La CNUDM fournit une „Constitution pour l'océan“ (Koh, 1982). En vertu de la CNUDM, tous les États jouissent de la liberté de la haute mer, mais ce droit est subordonné à des devoirs correspondants de protection et de préservation de l'environnement marin, des écosystèmes rares et fragiles et de l'habitat des espèces appauvries, en danger et menacées et d'autres formes de vie marine (Freestone, 2012; Freestone et al., 2006).²² En ce qui concerne les ressources biologiques de la haute mer, tous les États ont le devoir de prendre les mesures nécessaires à la conservation de ces ressources²³, mais les activités de conservation se sont jusqu'à présent principalement concentrées sur le suivi et la gestion d'un petit pourcentage d'espèces de poissons (Crespo et al., 2019; Wright et al., 2016), plutôt que sur la biodiversité dans son ensemble (Ban et al., 2014; Gjerde et al., 2008; Wright et al., 2018).

La CNUDM fournit une base juridique claire pour l'évaluation environnementale par ses exigences:

- évaluer les effets potentiels des activités;²⁴
- coopérer pour promouvoir les études, les programmes de recherche et l'échange d'informations et de données et s'efforcer de „participer activement aux programmes régionaux et mondiaux visant à acquérir les connaissances nécessaires à l'évaluation de la nature et de l'étendue de la pollution, de l'exposition à celle-ci, de ses voies d'accès, des risques et des remèdes“;²⁵
- fournir une assistance scientifique et technique aux États en développement pour la protection

et la préservation du milieu marin et la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution, notamment par une assistance concernant la préparation des évaluations environnementales;²⁶

- coopérer pour observer les risques et les effets de la pollution, et pour surveiller les effets des activités autorisées par la nation²⁷; et
- prendre toutes les mesures pour éviter de causer des dommages par pollution à d'autres États ou aux ZAJN.²⁸

4.3 Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (ANUSP, 1995)

L'ANUSP clarifie et renforce les obligations contenues dans la CNUDM concernant les stocks de poissons chevauchants et grands migrants. Il énonce des principes généraux pour guider la mise en œuvre, notamment l'approche écosystémique, l'évaluation et la réduction des impacts, la protection de la biodiversité, la collecte et le partage des données, la promotion de la recherche scientifique et l'application des mesures.²⁹ L'Accord demande aussi explicitement aux États parties d'adopter une approche de précaution à tous les stades de la gestion des pêches, y compris la prise de décision, la collecte de données, le partage des informations, la gestion des incertitudes et l'évaluation des pêches nouvelles et exploratoires (voir encadré 3).

En ce qui concerne les pêcheries exploratoires, l'ANUSP demande „l'évaluation de l'impact des pêcheries sur la durabilité à long terme des stocks“,³⁰ mais n'exige pas d'évaluation environnementale complète. Les dispositions relatives aux

22 Articles 192 et 194.5 de la CNUDM.

23 Articles 116 à 11 de la CNUDM.

24 Article 206 de la CNUDM.

25 Article 200 de la CNUDM.

26 Article 202 de la CNUDM.

27 Article 204 de la CNUDM.

28 Article 194 (2) de la CNUDM.

29 Article 5 de l'ANUSP.

30 Article 6, paragraphe 6.

pêcheries exploratoires s'apparentent donc davantage à une évaluation du nombre de poissons pouvant être récoltés de manière durable qu'à une évaluation des impacts potentiels d'une pêcherie proposée sur la biodiversité marine dans son ensemble (c'est-à-dire y compris les réseaux alimen-

taires, les habitats et les services écosystémiques au sens large).³¹ Bien qu'il y ait une obligation permanente d'évaluer l'impact de la pêche sur ces composants et d'adopter des plans pour leur conservation, ces actions ne sont pas requises avant le début d'une nouvelle pêche.

Encadré 3: Éléments sélectionnés de l'approche de précaution dans l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (article 6)

- Les États appliquent largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrants afin de protéger les ressources marines vivantes et de préserver le milieu marin.
- Les États sont plus prudents lorsque les informations sont incertaines, peu fiables ou inadéquates. L'absence d'informations scientifiques adéquates ne doit pas être utilisée comme une raison pour reporter ou ne pas prendre des mesures de conservation et de gestion.
- Les États tiennent compte des incertitudes relatives à la taille et à la productivité des stocks, aux points de référence, à l'état des stocks par rapport à ces points de référence, aux niveaux et à la répartition de la mortalité par pêche et à l'impact des activités de pêche sur les espèces non visées et associées ou dépendantes, ainsi qu'aux conditions océaniques, environnementales et socio-économiques existantes et prévues;
- Lorsque l'état des stocks cibles ou des espèces non cibles ou associées ou dépendantes est préoccupant, les États soumettent ces stocks et espèces à une surveillance renforcée afin d'examiner leur état et l'efficacité des mesures de conservation et de gestion.
- Pour les pêches nouvelles ou exploratoires, les États adoptent dès que possible des mesures de conservation et de gestion prudentes, y compris, entre autres, des limites de capture et d'effort. Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que l'on dispose de données suffisantes pour évaluer l'impact de la pêche sur la viabilité à long terme des stocks, après quoi des mesures de conservation et de gestion fondées sur cette évaluation sont mises en œuvre. Ces dernières mesures permettent, le cas échéant, le développement progressif des pêcheries.

4.4 Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable (1995)

Le code de conduite de la FAO énonce des principes généraux applicables à toutes les pêcheries, à l'instar de l'ANUSP.³² Dans le cas des pêcheries nouvelles ou exploratoires, le code fait écho à l'UNFSA en demandant l'adoption de mesures de conservation et de gestion prudentes lorsque les données sont insuffisantes pour évaluer l'impact des

pêcheries „sur la durabilité à long terme des stocks“. ³³ À l'instar de l'ANUSP, le code ne prévoit pas d'évaluation préalable des impacts sur la biodiversité marine.

4.5 Résolution 61/105 de l'Assemblée générale des Nations unies (2006)

La résolution 61/105 a été adoptée pour répondre à la nécessité de gérer des stocks distincts de

31 Les ORGP peuvent néanmoins mettre en œuvre des exigences plus complètes. Les dispositions de la SPRFMO sur la pêche exploratoire, par exemple, exigent explicitement: „des détails sur les espèces non ciblées et associées ou dépendantes et sur l'écosystème marin dans lequel la pêche est pratiquée, la mesure dans laquelle ils risquent d'être affectés par l'activité de pêche proposée et les mesures qui seront prises pour atténuer ces effets“. Voir l'encadré 4.

32 Paras. 6.5 & 6.13.

33 Code de conduite de la FAO, Para 7.5.4.

poissons en haute mer qui n'étaient pas couverts par l'accord des Nations unies sur les stocks de poissons³⁴, tels que les stocks de poissons de fond en eaux profondes, à la fois pour assurer la durabilité des stocks et pour protéger la biodiversité marine.

La résolution contient également des critères décisionnels spécifiques que les États et les ORGP doivent appliquer aux „écosystèmes marins vulnérables“ (EMV), tels que les coraux d'eau froide, c'est-à-dire qu'ils doivent évaluer les impacts potentiels de la pêche sur les EMV et exiger que la pêche ne soit pas autorisée à moins qu'il puisse être démontré qu'elle peut être gérée de manière à éviter les impacts négatifs importants (Gianni et al., 2016; Wright et al., 2016). Bien que ces dispositions n'aient pas été élaborées pour protéger les écosystèmes mésopélagiques, ceux-ci sont tout aussi vulnérables, de sorte que les critères bien établis dans la résolution 61/105 pourraient constituer un précédent pour l'élaboration de normes plus largement applicables.

4.6 Directives internationales de la FAO pour la gestion des eaux profondes en haute mer (2009)

Les Directives internationales décrivent les mesures clés nécessaires à la mise en œuvre de la résolution 61/105 de l'AGNU. Les lignes directrices définissent les „impacts négatifs importants“, c'est-à-dire les impacts qui compromettent l'intégrité de l'écosystème d'une manière qui:

- compromettre la capacité des populations touchées à se remplacer elles-mêmes;
- dégrade la productivité naturelle à long terme des habitats; ou
- entraîne, de façon plus que temporaire, une perte significative de la richesse des espèces, des habitats ou des types de communautés.

Bien que les lignes directrices internationales constituent un précédent pour la gestion des impacts environnementaux des pêcheries en haute mer et une base potentielle pour les dispositions d'un accord BZAJN, elles ont été élaborées pour les engins de pêche susceptibles d'entrer en contact avec le fond marin au cours des opérations de pêche normales et ne s'appliquent donc pas aux pêches mésopélagiques (qui utiliseraient des filets en eaux moyennes qui n'interagissent pas avec le fond marin). Les pêcheries mésopélagiques pourraient de

la même manière nuire à la capacité des populations touchées à se renouveler, affecter la productivité et entraîner une perte importante de la richesse des espèces - les trois critères énumérés pour les impacts négatifs importants. Les critères de la FAO sont également étroits, car ils ne prennent pas en compte les impacts de la pêche sur les espèces vulnérables capturées en tant que prises accessoires ou sur les services écosystémiques tels que la séquestration du carbone. Ils ne mentionnent pas non plus les impacts du réseau trophique sur les espèces non liées à la pêche (telles que les cétacés et les oiseaux marins menacés) dont l'abondance pourrait être affectée par la réduction de leurs espèces fourragères mésopélagiques.

4.7 Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INN, 2001)

Le plan d'action de la FAO sur la pêche INN est un instrument volontaire qui vise à éliminer la pêche non réglementée et non déclarée, en plus de la pêche illégale, en raison de son impact sur la durabilité des stocks de poissons et sur la biodiversité marine. Le gisement „non réglementé“ est défini comme le gisement „dans des zones ou pour des stocks de poissons pour lesquels il n'existe pas de mesures de conservation ou de gestion applicables et lorsque ces activités de gisement sont menées d'une manière incompatible avec les responsabilités des États en matière de conservation des ressources marines vivantes en vertu du droit international“. ³⁵ Ainsi, la communauté internationale découragerait fortement toute activité pétrolière entreprise sans évaluation préalable de la durabilité et des impacts sur la biodiversité.

4.8 Convention sur la diversité biologique (CDB, 1992)

La CDB a pour objectif général la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, ainsi que le partage équitable des avantages tirés des ressources génétiques. Son champ d'application juridique fait la distinction entre les éléments de la biodiversité qui se trouvent dans les limites de la juridiction nationale et les processus ou activités qui relèvent de la juridiction ou du contrôle d'une partie contractante (qu'ils se produisent à l'intérieur ou au-delà des limites de la juridiction nationale). ³⁶

34 C'est-à-dire les stocks de poissons de haute mer qui ne sont pas grands migrants ou chevauchants. Pour une discussion plus approfondie, voir Takei (2013).

35 <http://www.fao.org/iuu-fishing/en/>; <http://www.fao.org/3/y1224e/Y1224E.pdf>

36 Article 4.

En conséquence, les dispositions de la CDB concernant les processus et les activités seraient applicables aux parties contractantes qui autorisent des activités qui se déroulent dans la biodiversité marine des ZAJN ou qui peuvent lui causer des dommages³⁷.

La CDB exige de chaque Partie contractante qu'elle identifie les processus et les catégories d'activités qui ont, ou sont susceptibles d'avoir, des effets néfastes notables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et qu'elle surveille leurs effets par le biais d'échantillonnages et d'autres techniques.³⁸ Elle exige la réalisation d'une EIE pour les activités qui sont „susceptibles d'avoir des effets néfastes notables“ sur la biodiversité³⁹, ce qui semble être une norme plus prudente que celle énoncée dans la CNUDM. La CDB demande également aux parties contractantes de prendre des „dispositions appropriées“ pour faire en sorte que les conséquences environnementales des programmes et politiques nationaux susceptibles d'avoir un impact négatif important sur la biodiversité soient dûment prises en compte. Ces dispositions s'apparentent à une EES, bien que la Convention ne fasse pas spécifiquement référence aux évaluations stratégiques.

En 2012, la CDB a publié des directives volontaires pour la prise en compte de la biodiversité dans les EIE et les EES dans les zones marines, en mettant l'accent sur les ZAJN.⁴⁰ Les directives mettent en évidence les particularités de la haute mer et des eaux profondes - compréhension scientifique limitée, incertitudes plus élevées et accès inégal aux connaissances - soulignant l'importance de l'approche de précaution, de la participation des parties prenantes, de la transparence et d'une information de bonne qualité. Ces particularités peuvent être encore plus prononcées dans l'environnement pélagique profond où de nombreux poissons sont beaucoup plus rares que dans les eaux côtières. Comme un poisson mésopélagique „rare“ peut ne rencontrer que quelques spécimens de son espèce au cours de sa vie, l'élimination d'un petit nombre d'entre eux pourrait avoir un effet au-delà de l'empreinte des opérations de pêche.

4.9 Convention sur les Espèces Migratrices (CMS par son acronyme en anglais, 1979)

Les Parties à la CMS ont adopté une résolution⁴¹ en reconnaissant que „l'application de procédures d'évaluation d'impact pour soutenir la mise en œuvre de la Convention est implicite dans un certain nombre de dispositions“ (Kelly, 2004). La résolution souligne que „les préjudices évitables causés aux espèces migratrices résultent souvent d'une évaluation préalable inadéquate des impacts environnementaux potentiels des projets, plans, programmes et politiques“ et demande instamment aux Parties d'inclure „une prise en compte aussi complète que possible des effets sur les espèces migratrices“ dans les processus d'EIE et d'EES (Kelly, 2004). En outre, une large gamme d'accords subsidiaires a été établie sous la CMS⁴², dont plusieurs exigent ou recommandent l'EIE (Doelle et Sander, 2020).

4.10 Processus d'évaluation environnementale régionale

4.10.1 Convention d'Espoo (1991)

Adoptée dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), la convention Espoo⁴³ est le seul traité international spécifiquement consacré aux évaluations environnementales. La Convention contient de nombreuses obligations, normes et procédures de bonnes pratiques largement acceptées en matière de notification d'informations et de consultation. La Convention ne couvre que les contextes transfrontaliers, c'est-à-dire les cas où les activités d'un État peuvent avoir un impact négatif sur l'environnement d'un autre État.

Le Protocole de Kiev relatif à l'évaluation stratégique environnementale à la Convention d'Espoo (2003) vise à „assurer un niveau élevé de protection de l'environnement“ en demandant aux États parties de veiller à ce qu'une ESE soit réalisée pour les plans et programmes qui sont „susceptibles d'avoir des effets importants sur l'environnement, y compris sur la santé“. Les EES doivent influencer de manière proactive les politiques, plans et programmes

37 Articles 3 y 4.

38 Article 7 (c).

39 Article 14.

40 Décision XI/18 de la CDB, Directives volontaires contenues dans le document UNEP/CBD/COP/11/23 <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-11/official/cop-11-23-fr.pdf>

41 Résolution 7.2.

42 Voir <https://www.cms.int/fr/cms-instruments/agreements>.

43 Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, 1991 (modifiée en 2017 - (ECE/MP.EIA/21/ Amend. 1) https://www.unece.org/env/eia/about/eia_text.html.

lors de leur préparation afin d'y intégrer les préoccupations environnementales à un stade précoce.

4.10.2 Protocole de Madrid au Traité sur l'Antarctique (1991)

Le protocole sur la protection de l'environnement du traité sur l'Antarctique contient une annexe spécifique pour l'EIE des activités.⁴⁴ Le protocole définit un processus de processus de filtrage: 1) une évaluation préliminaire pour toutes les activités afin de déterminer l'ampleur de l'impact potentiel - lorsqu'une activité aura moins qu'un impact mineur ou transitoire, elle est autorisée à aller de l'avant; sinon 2) une évaluation environnementale initiale est requise avec suffisamment de détails pour déterminer si une activité peut avoir plus qu'un impact mineur ou transitoire; et 3) si l'on estime qu'elle est susceptible de causer plus qu'un impact mineur ou transitoire, ou si l'impact n'est pas clair, une évaluation environnementale complète (CEE) est requise. Le projet de CEE est soumis à une période de consultation de 90 jours et à l'examen du Comité de l'environnement et de la réunion consultative du Traité sur l'Antarctique (RCTA). Bien que chaque État soit responsable de l'évaluation, les procédures de consultation visant à impliquer d'autres États et l'examen par un comité d'experts scientifiques et la réunion consultative du traité sur l'Antarctique sont également très pertinents pour les autres ZAJN.

4.10.3 Directives de l'Union européenne pour l'EIE (2011) et l'EES (2014)⁴⁵

La directive EIE de l'Union européenne (UE) vise à contribuer à un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé humaine en harmonisant les EIE au niveau des projets dans les États membres de l'UE.⁴⁶ La directive européenne spécifie des principes et fournit des exigences minimales concernant: le type de projets soumis à l'évaluation; les obligations des promoteurs; le contenu de l'évaluation; et la participation des autorités compétentes et du public. La directive EIE s'applique aux projets publics et privés qui „sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement“.⁴⁷ L'objectif de la directive européenne sur l'EIE est „d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration des considérations environnementa-

les dans la préparation et l'adoption des plans et des programmes“. Les deux directives servent à harmoniser les normes nationales afin que tous les États soient obligés d'appliquer un niveau élevé d'évaluation similaire.

4.10.4 Conventions sur les mers régionales

La plupart des conventions relatives aux mers régionales ne s'appliquent qu'aux zones relevant de la juridiction nationale et contiennent des obligations générales en matière d'EE qui laissent aux États membres le soin de préciser le processus et le contenu (Doelle et Sander, 2020). La convention OSPAR⁴⁸ est une exception, car elle contient deux annexes sur l'évaluation de la qualité du milieu marin (annexe IV) et sur la protection et la conservation des écosystèmes et de la biodiversité (annexe V), qui s'appliquent également aux ZAJN dans la zone de la convention OSPAR.⁴⁹ L'annexe IV exige des Parties contractantes qu'elles coopèrent à la surveillance du milieu marin, y compris des effets des activités et des apports. L'annexe V oblige les Parties contractantes, individuellement et en coopération, à prendre les mesures nécessaires pour protéger la zone maritime contre les effets néfastes des activités humaines afin de conserver les écosystèmes marins.

4.10.5 Organisations régionales de gestion de la pêche sélectionnées dans la zone d'intérêt

Convention sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques de l'Atlantique Sud-Est (2001)

Les sept membres de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Sud-Est (SEAFO)⁵⁰ coopèrent à la gestion des ressources halieutiques dans la zone de la convention de la SEAFO⁵¹, en se concentrant principalement sur les espèces benthiques et démersales.⁵² L'objectif principal de la SEAFO est d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques dans sa zone, en appliquant divers principes, notamment l'utilisation de la meilleure science disponible, la précaution et la prise en compte des impacts sur les espèces apparentées.

Le protocole de la SEAFO relatif aux pêches exploratoires ne concerne que les pêches de fond en eaux profondes. Il exige une évaluation préalable

⁴⁴ Les dispositions du protocole EIE excluent la pêche et la chasse à la baleine, mais les pêches exploratoires sont soumises à des mesures de précaution très strictes en vertu de la CCAMLR et la chasse commerciale à la baleine est soumise à un moratoire.

⁴⁵ DIRECTIVE 2011/92/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 16 avril 2014, (ci-après „directive“).

⁴⁶ Les États membres sont libres de fixer des mesures de protection plus strictes, conformément au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE par son acronyme en anglais).

⁴⁷ Directive européenne sur l'EIE, article 1, paragraphe 1.

⁴⁸ La Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (la „Convention OSPAR“), 1992.

⁴⁹ <https://www.ospar.org/convention>; https://www.ospar.org/site/assets/files/1169/pages_from_ospar_convention_a5.pdf

⁵⁰ L'Angola, l'UE, le Japon, la Namibie, la Norvège, la République de Corée et l'Afrique du Sud.

⁵¹ C'est-à-dire les poissons, mollusques, crustacés et autres espèces sédentaires. La Convention exclut les espèces de grands migrateurs (généralement les thons et les thonidés) et certaines espèces sédentaires, telles qu'elles sont énumérées dans la CNUDM.

des impacts potentiels sur les EMV, conformément aux directives internationales de la FAO (voir section 4.6).⁵³ Une partie contractante souhaitant mener une pêche exploratoire de fond en eaux profondes doit transmettre une notification d'intention au secrétaire exécutif au moins 60 jours avant le début proposé de la pêche, afin de procéder à un examen des impacts potentiels sur le fond marin⁵⁴, mais aucune autre disposition n'est prévue pour un examen plus large des impacts ou une notification ou consultation plus large. L'accent mis sur les impacts de la pêche de fond sur les EMV suggère qu'il ne serait pas nécessaire de procéder à une évaluation des impacts sur la biodiversité avant de pêcher dans la zone mésopélagique.⁵⁵

Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE, 1967)

Le COPACE n'a qu'un mandat consultatif, axé principalement sur la recherche sur les ressources halieutiques et le renforcement des capacités des membres (Durussel et al., 2018). Il n'existe donc aucune ORGP ayant pour mandat de gérer les ressources halieutiques autres que le thon dans la zone de haute mer allant du nord de la zone de la SEAFO au large de la côte ouest de l'Afrique, jusqu'à la limite sud de la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE).

La Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA, 1969)

La CICTA est responsable de la gestion et de la conservation des thons et des espèces apparentées dans l'ensemble de l'océan Atlantique (Durussel et al., 2018). Ainsi, les poissons-lanternes ne relèveraient pas du mandat taxonomique de la CICTA. Il convient toutefois d'observer que les thons et espèces apparentées dont la CICTA est responsable effectuent fréquemment des migrations verticales entre les zones épipélagiques et mésopélagiques et pourraient subir des impacts négatifs en tant que prises accessoires ou par le biais d'impacts trophiques si leurs proies mésopélagiques sont appauvries. Les thons rouges juvéniles, par exemple,

sont connus pour dépendre de proies mésopélagiques.

Convention sur la conservation et la gestion des ressources halieutiques en haute mer dans l'océan Pacifique Sud (2009)

Les 15 membres de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (SPRFMO)⁵⁶ coopèrent à la gestion de certaines ressources halieutiques dans les ZAJN du Pacifique Sud - en particulier le maquereau et le calmar dans le Pacifique oriental et les pêches de fond dans le Pacifique occidental.⁵⁷ L'application du principe de précaution et d'une approche écosystémique de la gestion des pêches, d'assurer la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques tout en préservant les écosystèmes marins.

La SPRFMO a adopté des mesures de conservation et de gestion pour les principales espèces commerciales de sa zone de convention - le maquereau gris et l'encornet volant jumbo⁵⁸ - ainsi que des mesures pour les espèces d'eau profonde et la pêche exploratoire de la légine, des homards et des crabes.

La SPRFMO exige des évaluations préalables pour la pêche de fond⁵⁹ et a interdit l'utilisation de filets dérivants pélagiques à grande échelle et de tous les filets maillants en eau profonde.

Une pêcherie mésopélagique serait considérée comme une nouvelle pêcherie au sein de la SPRFMO, pour laquelle un plan d'exploitation des pêcheries (FoP par son acronyme en anglais) doit être élaboré et approuvé par la Commission de la SPRFMO conformément à la CMM 13-2020.⁶⁰ Le FoP doit inclure diverses informations dans la mesure où elles sont disponibles (voir encadré 5).⁶¹ Les évaluations d'impact ne sont requises que pour les pêcheries de fond proposées (CMM 03-2020) et la consultation publique n'est demandée que pour les évaluations des pêcheries de fond et ne serait donc pas applicable aux pêcheries mésopélagiques.⁶²

52 Par exemple, le béryx, l'hoplostète orange, le doryphore, le cuirassé pélagique, les requins, la légine australe et le crabe rouge des grands fonds.

53 SEAFO CM 30/15 (12 de octobre 2016).

54 Ibid.

55 Il convient de noter que l'OPASE a interdit la pêche ciblée des requins d'eau profonde et a interdit l'utilisation de filets maillants qui emmêlent les espèces d'eau profonde.

56 Australie, République du Chili, République populaire de Chine, Îles Cook, République de Cuba, République de l'Équateur, Union européenne, Royaume du Danemark (pour les Îles Féroé), République de Corée, Nouvelle-Zélande, République du Pérou, Fédération de Russie, Taïpei chinois, États-Unis d'Amérique et République de Vanuatu. Curaçao, la République du Liberia et la République du Panama sont des parties non contractantes coopérantes.

57 Y compris les mollusques, les crustacés et les autres ressources marines vivantes, mais à l'exclusion des espèces sédentaires, des espèces hautement migratoires énumérées dans la CNUDM, des espèces anadromes et catadromes, ainsi que des mammifères marins, des reptiles marins et des oiseaux de mer.

58 En ce qui concerne le calmar géant, il existe encore quelques lacunes: À la mi-février 2020, la SPRFMO a franchi une étape importante (après de nombreuses années de discussion) et a convenu d'une mesure de gestion de la conservation spécifiquement pour le calmar géant en haute mer. «Bien que l'accord, qui entrera en vigueur en janvier, ne stipule pas encore de limites sur les prises de calmar, il exige la collecte de données et d'échantillons pour alimenter les registres de pêche et les enquêtes scientifiques vitales sur cette précieuse créature marine.» Voir: <https://www.nytimes.com/2020/06/04/climate/jumbo-flying-squid-fishing.html>

59 CMM 03-2020, <http://www.sprfmo.int/assets/Fisheries/Conservation-and-Management-Measures/2020-CMMs/CMM-03-2020-Bottom-Fishing-31Mar20.pdf>.

60 CMM 13-2020, <https://www.sprfmo.int/assets/Fisheries/Conservation-and-Management-Measures/2020-CMMs/CMM-13-2020-Exploratory-Fisheries-31Mar20.pdf>

Encadré 4: Exigences d'information de la SPRFMO pour les plans opérationnels de pêche (CMM 13-2020)

- Une description de la pêche exploratoire, y compris la zone, les espèces cibles, les méthodes de pêche proposées, les limites maximales de capture proposées et toute répartition de cette limite de capture entre les zones ou les espèces;
- Spécification et description complète des types d'engins de pêche à utiliser, y compris toute modification apportée aux engins destinée à atténuer les effets de la pêche proposée sur les espèces non ciblées et associées ou dépendantes ou sur l'écosystème marin dans lequel la pêche a lieu;
- La période que couvre le plan d'opération de pêche (jusqu'à une période maximale de trois ans);
- Toute information biologique sur l'espèce cible provenant de croisières de recherche et/ou d'enquête complètes, telles que la distribution, l'abondance, les données démographiques et les informations sur l'identité du stock;
- Détails sur les espèces non visées et associées ou dépendantes et sur les écosystèmes marins dans lesquels la pêche est pratiquée, la mesure dans laquelle ils seraient susceptibles d'être affectés par l'activité de pêche proposée et toutes les mesures qui seront prises pour atténuer ces effets;
- L'impact cumulatif anticipé de toutes les activités de pêche dans la zone de la pêche exploratoire, le cas échéant;
- Les informations provenant d'autres pêcheries de la région ou de pêcheries similaires ailleurs qui peuvent aider à l'évaluation du rendement potentiel de la pêche exploratoire pertinente, dans la mesure où l'État est en mesure de fournir ces informations.
- Lorsque l'espèce cible est également gérée par une organisation régionale de gestion des pêches adjacente ou une organisation similaire, une description de cette pêcherie voisine suffisante pour permettre au comité scientifique de formuler son avis.

Lors de l'examen d'un document de principes, le comité scientifique de la SPRFMO fournit des recommandations et des avis sur diverses questions, notamment une limite de capture de précaution appropriée, les impacts cumulatifs de toutes les activités de pêche dans la zone de la pêche exploratoire, l'impact de la pêche proposée sur l'écosystème marin et la suffisance des informations disponibles pour déterminer le niveau de précaution requis et le degré de certitude avec lequel l'avis du comité scientifique est fourni. La consultation publique n'est demandée que pour les évaluations de la pêche de fond et ne serait donc pas applicable aux pêcheries mésopélagiques.⁶¹ En prenant une décision sur l'approbation de la pêche

mésopélagique proposée, la Commission⁶⁴ est obligée d'appliquer l'approche de précaution et une approche écosystémique ainsi que plusieurs principes, entre autres:

- La conservation et la gestion des ressources halieutiques sont menées de manière transparente, responsable et inclusive, en tenant compte des meilleures pratiques internationales;
- La pêche est proportionnée à l'utilisation durable des ressources halieutiques en tenant compte des impacts sur les espèces non ciblées et les espèces associées ou dépendantes et de l'obligation générale de protéger et de préserver l'environnement marin;

61 Les informations doivent comprendre une description de la pêche exploratoire, y compris la zone, les espèces cibles, les méthodes de pêche proposées, les limites maximales de capture proposées et toute répartition de ces limites de capture entre les zones ou les espèces; toute information biologique sur les espèces cibles provenant de campagnes de recherche et/ou d'études approfondies, telle que la distribution, l'abondance, les données démographiques et les informations sur l'identité du stock; et des détails sur les espèces non ciblées, associées ou dépendantes et sur l'écosystème marin dans lequel la pêche est pratiquée, la mesure dans laquelle elles risquent d'être affectées par l'activité de pêche proposée et les mesures qui seront prises pour atténuer ces effets, ainsi que l'impact cumulé prévu de toutes les activités de pêche dans la zone de la pêche exploratoire (CMM 13-2020, paragraphe 5). Duncan Currie, observateur de longue date auprès de la SPRFMO, signale toutefois que les enquêtes et les recherches sont souvent limitées et que les limites de captures applicables sont fixées sans beaucoup de preuves solides

62 CMM 13-2020.

63 CMM 13-2020. Bien que la consultation publique ne soit pas spécifiquement recherchée, toutes les propositions de nouvelles pêches exploratoires sont disponibles publiquement sur le site web au moins deux fois (60 jours avant la réunion du comité scientifique et à nouveau 45 jours avant la réunion de la Commission) et restent accessibles au public à perpétuité.

64 Article 3 de la Convention SPRFMO

- Des données complètes et précises sur la pêche, y compris les informations relatives aux impacts sur les écosystèmes marins dans lesquels se trouvent les ressources halieutiques, sont collectées, vérifiées, communiquées et partagées en temps utile et de manière appropriée;
- Les écosystèmes marins doivent être protégés, en particulier les écosystèmes qui ont de longs temps de rétablissement après une perturbation;
- La pollution et les déchets provenant des navires de pêche, les rejets, les captures par des engins perdus ou abandonnés et les impacts sur les autres espèces et les écosystèmes marins sont minimisés.

Commission interaméricaine du thon tropical (CITT, 1949)

La CITT est responsable de la gestion et de la conservation du thon et des espèces apparentées dans l'océan Pacifique oriental. Avec la SPRFMO, ces ORGP couvrent la quasi-totalité de la région du Pacifique du Sud-Est, mais les extrémités nord et sud de la région ne sont couvertes que par une seule de ces ORGP (Durussel et al., 2017). Comme la CICTA, la CITT n'aurait pas de mandat taxonomique pour gérer les stocks de poissons mésopélagiques, bien que les espèces relevant de sa compétence puissent être touchées en tant que prises accessoires ou réduction de proies.

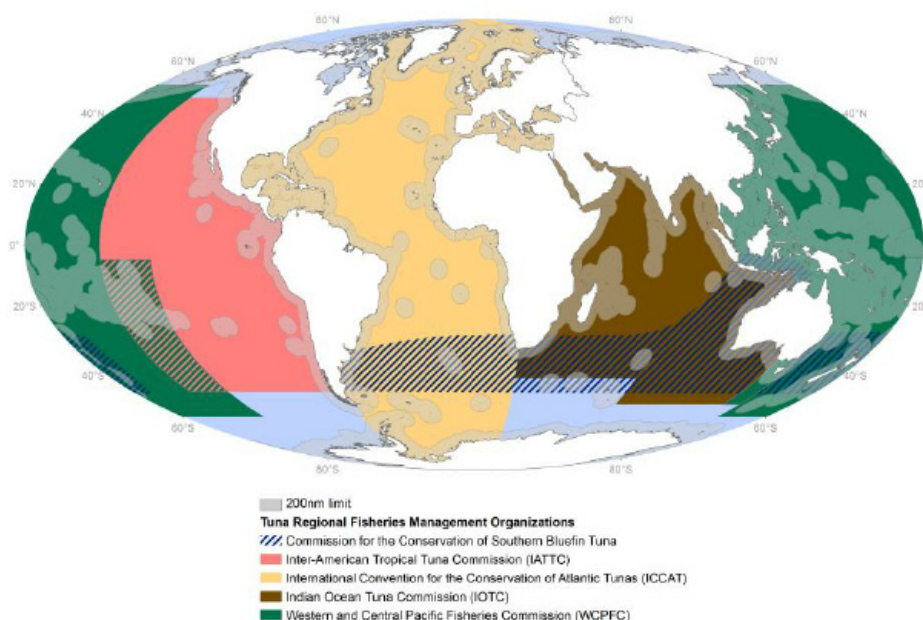


Figure 4: ORGP thonnières⁶⁵ | Ban et al. 2014

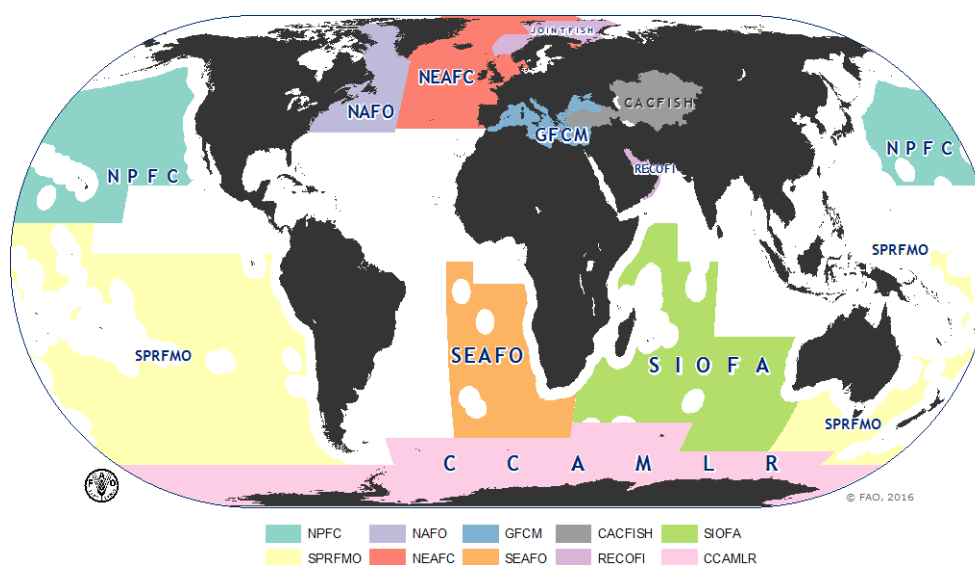


Figure 5: ORGP et arrangements généraux | FAO, 2016

⁶⁵ Les zones en bleu clair indiquent qu'il n'existe pas de ORGP; toutes les pêcheries de l'océan Austral sont gérées par la CCAMLR.

5. Analyse des dispositions de l'avant-projet de l'accord BZAJN

Les dispositions relatives aux EIE dans l'avant-projet de texte révisé s'étendent sur 21 articles⁶⁶, fournissant une obligation de base d'évaluer les effets potentiels des activités planifiées sous leur juridiction ou leur contrôle⁶⁷ et détaillant une variété de visions et d'approches différentes pour les questions fondamentales, y compris:

- Les objectifs des dispositions relatives à l'EIE (qui comprennent actuellement: rendre opérationnelles les dispositions existantes de la CNUDM en matière d'EIE en établissant des processus, des seuils et des lignes directrices; permettre la prise en compte des impacts cumulatifs; prévoir des EES; et réaliser un cadre de travail cohérent en matière d'EIE pour les activités dans les ZAJN);⁶⁸
- Les étapes de la procédure, notamment: la sélection des activités qui nécessitent des EIE; la définition de la portée de l'évaluation⁶⁹ avec les seuils et les critères associés;⁷⁰ et la consultation et la prise de décision;⁷¹
- Le contenu des rapports d'évaluation et le processus de publication, d'examen et de révision;⁷²
- Les étapes de suivi, telles que la surveillance, l'établissement de rapports et l'examen des résultats du suivi et de l'effectivité des mesures adoptées;⁷³
- S'il faut dresser la liste des activités qui nécessitent ou non des EIE;⁷⁴
- Impacts cumulatifs et transfrontaliers;⁷⁵
- Les zones identifiées comme écologiquement ou biologiquement importantes ou vulnérables;⁷⁶ et
- Évaluations environnementales stratégiques⁷⁷

Une grande partie de l'avant-projet de texte révisé de la président de l'accord BZAJN concernant les EIE reste actuellement entre crochets et il y a une série de problèmes majeurs à résoudre, notamment:

- 1) **Relations avec d'autres accords et organes:**⁷⁸ L'accord devrait-il fixer des normes minimales mondiales pour les exigences en matière d'EIE applicables à toutes les activités? Ou faut-il exclure les activités qui sont déjà soumises à une réglementation susceptible d'exiger une EIE?
- 2) **Modernisation:** L'accord devrait-il intégrer les normes modernes de meilleures pratiques et les éléments émergents de nouvelle génération pour les évaluations environnementales (voir section 3.4)? Ou l'accord doit-il simplement refléter les obligations existantes?
- 3) **Portée géographique:** L'Accord devrait-il exiger une EIE pour toutes les activités dont les impacts atteignent le seuil convenu, quel que soit le lieu de l'activité? Ou bien les activités menées dans les limites de la juridiction nationale devraient-elles être exclues, même si les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale sont touchées?
- 4) **Processus de décision et d'examen:** Qui prend la décision de poursuivre ou non une activité - les États eux-mêmes, ou un organisme constitué en vertu d'Accord? Une fois la décision prise, devrait-il y avoir une sorte de mécanisme permettant de faire appel de la décision? Dans quelle mesure le processus devrait-il être „internationalisé“?

Cette section explore ces questions à travers l'étude de cas mésopélagique.

66 Partie IV, 21bis - 41. Les dispositions générales de la Partie I sont également pertinentes pour les évaluations environnementales, car elles définissent des principes et des approches primordiaux applicables à l'Accord dans son ensemble.

67 Article 22.

68 Article 21 bis.

69 Articles 30 et 31.

70 Article 24.

71 Article 38.

72 Articles 32, 36 - 37.

73 Articles 39 - 41.

74 Article 29.

75 Articles 25 et 26

76 Article 27.

77 Article 28.

78 Article 23.

5.1 Relations avec d'autres accords et organismes

Les poissons sont un élément clé de la biodiversité marine et la pêche commerciale peut avoir des impacts importants sur la biodiversité, mais les progrès vers une gestion prudente et écosystémique ont été lents (Gianni et al., 2016; Gilman et al., 2014; Juan-Jordá et al., 2018). Il est donc essentiel qu'un accord BZAJN renforce la réglementation existante (Cremers et al., 2020a; Crespo et al., 2019; Wright et al., 2016), mais certains États ont adopté la position selon laquelle la pêche en haute mer devrait être exclue du champ d'application d'un accord BZAJN (Friedman, 2019; Scanlon, 2018; Wright et al., 2016).⁷⁹

L'avant-projet d'article 23 sur les „Relations entre le présent accord et les processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement prévus par d'autres instruments et cadres juridiques pertinents et par les organismes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels compétents“ comprend de nombreuses variantes, qui se chevauchent souvent et sont contradictoires. Bien qu'aucune approche cohérente ne se dégage de l'avant-projet de texte, deux grandes alternatives peuvent être discernées:

- 1) L'Accord BZAJN établirait des „normes mondiales“, chargerait un organisme scientifique et technique de consulter et de coordonner d'autres organismes pour développer ces normes et directives et prévoirait une consultation mondiale et un examen des EIE. La prise de décision pourrait incomber soit à l'État promoteur, soit à la Conférence des Parties (voir ci-dessous). Dans le cadre de cette vision, le promoteur d'une pêche mésopélagique serait tenu d'appliquer les normes et procédures d'EIE de l'Accord BZAJN, en plus de satisfaire à toute obligation applicable en vertu des règlements des ORGP.
- 2) L'Accord BZAJN exempterait les activités proposées de la réalisation d'EIE si: a) un autre organisme compétent a déjà mis en place des règles et des lignes directrices⁸⁰; ou b) „un organisme compétent ayant un mandat pour les EIE existe déjà“⁸¹. Selon la formulation retenue, ces exemptions peuvent signifier que même si l'organisme compétent n'exige pas d'EIE, une pêche mésopéla-

gique proposée serait exempte des normes et des procédures d'EIE de l'Accord BZAJN⁸².

Alors que la première approche apporte de la clarté en harmonisant les normes entre les organisations et les secteurs, la seconde approche semble réduire la clarté en soulevant de nouvelles questions quant aux exigences applicables en matière d'EIE dans différentes situations:

- Une ORGP peut avoir mis en place une procédure d'évaluation pour les pêches exploratoires, mais dans la pratique, elles se concentrent généralement sur la gestion des stocks cibles et ne prennent en compte qu'une partie limitée de l'écosystème et des impacts potentiels (Crespo et al., 2019; Gilman et al., 2014; Juan-Jordá et al., 2018). On peut donc se demander si une évaluation rudimentaire, ne répondant à aucune norme définie dans l'Accord BZAJN, serait exemptée. Si tel est le cas, la simple existence de la disposition relative aux ORGP pourrait donc rendre les dispositions relatives à la BZAJN inapplicables, même si l'EIE finalement réalisée ne répond pas à la norme de l'Accord BZAJN⁸³.
- Des études récentes ont mis en évidence des variations considérables dans la capacité et la performance des ORGP (Bell et al., 2019; Juan-Jordá et al., 2018; Pons et al., 2018), ce qui signifie que le niveau d'examen d'une proposition de nouvelle pêche pourrait finalement dépendre davantage de la région qui se trouve faire l'objet d'une proposition, plutôt que des impératifs de conservation et de gestion. Le choix de la personne qui réalise l'EIE est également important, car des décennies d'expérience suggèrent que les régulateurs ont tendance à surévaluer l'activité en question par rapport à d'autres considérations. L'indépendance et l'impartialité de l'institution qui dirige le processus et prend les décisions relatives au processus et au champ d'application sont importantes.
- Une partie importante des ZAJN n'est toujours pas gérée par une ORGP compétente pour gérer les stocks de poissons autres que le thon ou assimilés au thon. Par conséquent, si une proposition visant à exclure entièrement les pêcheries de l'accord devait prévaloir, toute nouvelle pêche dans de grandes parties de l'océan ne serait pas réglementée (voir la figure 1).

⁷⁹ Arguant qu'ils sont déjà réglementés par les ORGP conformément aux dispositions de l'ANUSP, ou que les pêcheries pourraient être incluses sous une forme ou une autre, mais qu'aucune EIE ne serait requise en vertu de l'accord lorsque l'activité de pêche pourrait potentiellement être soumise à une EIE en vertu des règlements existants.

⁸⁰ Article 23.4. Alt. 2.

⁸¹ Article 23.4. Alt. 3.

⁸² Article 23.4. Alt. 2 & Alt 3.

⁸³ Par exemple, la SEAFO a mis en place des procédures pour la pêche exploratoire, mais l'accent a été mis sur l'atténuation des impacts de la pêche de fond sur les EMV.

Il peut de même y avoir une confusion lorsqu'un stock de poissons chevauche les mandats des ORGP - „Alors que les ORGP ont généralement été conscientes des activités des autres, il y a eu historiquement relativement peu d'impératifs pour coopérer formellement entre elles et avec d'autres autorités compétentes, malgré la pertinence évidente pour les accords plus larges sur la biodiversité“ (Bell et al., 2019). La coopération entre les ORGP semble néanmoins s'améliorer, et certaines ont établi des protocoles d'accord et des liens avec la FAO et d'autres organisations à cette fin⁸⁴.

Une alternative supplémentaire dans le projet de texte exigerait une consultation pour déterminer si les processus et normes d'EIE existants sont fonctionnellement équivalents et comparablement complets, y compris en ce qui concerne les effets sur les écosystèmes, les impacts cumulatifs, les seuils et l'efficacité.⁸⁵ Cette disposition viserait à garantir que les meilleures pratiques sont appliquées par tous les secteurs et toutes les activités émergentes. Une telle disposition pourrait être utilisée pour déterminer si les procédures existantes des ORGP et d'autres organisations existantes offrent un niveau comparable d'examen et de consultation.⁸⁶

5.2 Modernisation: rétablir les obligations existantes ou adopter les meilleures pratiques?

Les dispositions de la CNUDM relatives à l'évaluation environnementale reflètent les normes et les pratiques élaborées dans les années 1970 (Morgan, 2012). La théorie et la pratique de l'évaluation environnementale se sont considérablement développées depuis, de sorte que les négociations offrent l'occasion de s'appuyer sur ses dispositions fondamentales pour intégrer les normes et processus de meilleures pratiques contemporaines (voir section 3.4). Dans ce contexte, le tableau 5 compare les normes de meilleures pratiques modernes avec les dispositions clés de l'avant-projet de l'accord BZAJN et les mesures de conservation établies par la SEAFO⁸⁷ et la SPRFRMO⁸⁸ afin d'identifier leurs différents points forts et points faibles par rapport aux meilleures pratiques modernes (comme indiqué dans le tableau 3 ci-dessus).

84 La SPRFRMO, par exemple, a conclu des protocoles d'accord avec la CPPS, la CCAMLR, la WCPFC et la CITT (convenus, mais non signés) et est en train d'en élaborer un avec la NPFC. La SPRFRMO s'est également engagée dans les processus de la CDB et a des liens avec la FAO.

85 Article 23.4. Alt. 4.

86 Bien que, comme l'ont noté Doelle et Sander (2020), l'approche préférée serait des évaluations coopératives impliquant tous les décideurs potentiels (par exemple, l'ORGP, d'autres organismes pertinents et l'organisme constitué dans le cadre du régime BBNJ), en raison des limites inhérentes aux évaluations environnementales centrées sur un secteur.

87 Mesure de conservation 30/15 sur les activités de pêche de fond et les écosystèmes marins vulnérables dans la zone de la convention SEAFO, y compris l'ANNEXE IV - Procédures et normes pour la pêche exploratoire dans la CA SEAFO (article 6, CM 30/15) (ensemble, le protocole de pêche exploratoire de la SEAFO).

88 CMM 03-2020 (Mesure de conservation et de gestion pour la gestion de la pêche de fond dans la zone de la convention SPRFRMO); CMM 03a-2020 (Mesure de conservation et de gestion pour les espèces d'eau profonde dans la zone de la convention SPRFRMO); CMM 08-2019 (Mesure de conservation et de gestion pour les filets maillants dans la zone de la convention SPRFRMO); CMM 13-2020 (Mesure de conservation et de gestion pour la gestion des pêches nouvelles et exploratoires dans la zone de la convention SPRFRMO); CMM 14a-2019 (Mesure de conservation et de gestion pour la pêche exploratoire de la légine par des navires battant pavillon néo-zélandais dans la zone de la convention SPRFRMO); CMM 14b-2020 (Mesure de conservation et de gestion pour la pêche exploratoire au pot dans la zone de la convention SPRFRMO); CMM 14d-2020 (Mesure de conservation et de gestion pour la pêche exploratoire de la légine par des navires battant pavillon chilien dans la zone de la convention SPRFRMO).

Tableau 5: Comparaison des principales dispositions de la BZAJN, de la SEAFO et de la SPRFMO avec les meilleures pratiques modernes (cf. tableau 3 ci-dessus, basé sur Doelle et Sander 2020).

Élément	Meilleure pratique moderne	Accord BZAJN	SEAFO	SPRFMO
Principes généraux et approches	➤ Principe de précaution ➤ Approche écosystémique ➤ Utilisation de la meilleure science disponible ➤ Prise en compte de la gamme des impacts: impacts cumulatifs, économiques, sociaux, sanitaires.	➤ Comprend les principes clés, mais ne précise pas comment les mettre en œuvre ou les appliquer dans la prise de décision et la gestion. ➤ Nécessiterait la prise en compte d'un large éventail d'impacts.	➤ Le protocole sur la pêche exploratoire reflète explicitement l'approche de précaution comme une obligation fondamentale. ➤ „lorsque l'on constate un manque d'informations qui entraîne une forte incertitude de l'évaluation, il est alors plus prudent de recommander le rejet que l'approbation de la pêche exploratoire.“	➤ Les approches de précaution et d'écosystème sont l'objectif principal de la Convention et une pêche nouvelle/exploratoire ne peut commencer que si des mesures préliminaires prudentes de conservation et de gestion ont été adoptées. ➤ Les décisions sont fondées sur les meilleures informations scientifiques et techniques disponibles et sur l'avis de tous les organes subsidiaires concernés.
Objectifs	➤ Accent sur la biodiversité/la durabilité. ➤ Inclusion d'objectifs écologiques fermes	➤ Établir des normes mondiales pour l'EIE ➤ Permettre la prise en compte des impacts cumulatifs. ➤ Prévoir l'EES ➤ Réaliser un cadre cohérent d'EIE pour les activités dans les ZAJN	➤ Limité aux impacts de la pêche de fond	➤ Évaluer le potentiel des pêcheries nouvelles et exploratoires ➤ Promouvoir la gestion durable; aider à la formulation de conseils de gestion. ➤ Évaluer les impacts possibles sur les stocks cibles et les autres espèces. ➤ Assurer un développement précautionneux des pêcheries nouvelles et exploratoires
Seuils et critères	➤ Des seuils de précaution clairs. ➤ Seuil plus bas lorsque l'activité est proposée dans une zone particulièrement importante/vulnérable, ou lorsque les impacts potentiels de l'activité sont mal compris. ➤ Une évaluation stratégique/régionale préalable peut aider à définir des déclencheurs spécifiques au contexte.	Alternatives multiples: ➤ „peut causer une pollution importante“ ou „des changements nuisibles“. ➤ „susceptible d'avoir plus plus qu'un effet mineur ou transitoire“. ➤ Pourrait inclure des dispositions pour „zones identifiées comme biologiquement importantes ou vulnérables“.	➤ Vulnérabilité de l'écosystème potentiellement affecté (uniquement aux impacts des engins de pêche de fond). ➤ Aucune disposition relative à la notification ou à la consultation du public. ➤ Aucune procédure de consultation publique, d'accès à l'information ou d'autres formes de contribution au processus pour les parties prenantes.	➤ Proposition de réaliser une pêche exploratoire.

Élément	Meilleure pratique moderne	Accord BZAJN	SEAFO	SPRFMO
Notification et consultation	➤ Précoce, continue et significative consultation avec un large éventail de parties prenantes. ➤ Processus transparent, accès à toutes les informations pertinentes.	➤ Notification précoce aux parties prenantes. ➤ Des opportunités efficaces et limitées dans le temps, pour la participation des parties prenantes. ➤ Processus transparent et proactif. ➤ Pas clair qui faciliterait les consultations.	➤ Aucune disposition relative à la notification ou à la consultation du public. ➤ Aucune procédure de consultation du public, d'accès à l'information, ou d'autres contributions au processus pour les parties prenantes.	➤ Les propositions de nouvelles pêches exploratoires et les évaluations des pêches approuvées sont rendues publiques. ➤ Diffusion publique d'informations non commercialement sensibles et, le cas échéant, facilitation des consultations. ➤ Aucune disposition relative à une consultation publique proactive en ce qui concerne les pêches nouvelles ou exploratoires. ➤ Aucune disposition relative à l'accès à l'information ou à toute autre contribution au processus décisionnel.
Portée	➤ Effets cumulatifs, alternatives, quelles composantes environnementales privilégier. ➤ Prise en compte des impacts et des bénéfices sociaux, économiques, culturels et sanitaires. ➤ Gamme géographique complète des impacts potentiels, indépendamment du lieu de l'activité	➤ Il n'est pas encore clair si l'activité doit se dérouler dans les ZAJN ou si l'obligation de réaliser une EIE est déclenchée lorsque l'activité a un impact potentiel sur les ZAJN.	➤ Limitée aux impacts de la pêche de fond dans la zone de gestion. ➤ Aucune évaluation d'un éventail plus large d'impacts potentiels sur d'autres espèces et les écosystèmes.	➤ Limité aux pêches dans la zone de gestion. ➤ Le FoP exige des informations sur „l'impact cumulatif anticipé de toutes les activités de pêche dans la zone de la pêche exploratoire, le cas échéant“.

Élément	Meilleure pratique moderne	Accord BZAJN	SEAFO	SPRFMO
Examen et prise de décision	➤ Indépendant et impartial. ➤ L'examen de la proposition et de la prise de décision prend en compte toute la gamme des alternatives, y compris le refus de l'autorisation de poursuivre l'activité. ➤ Justification de la décision basée sur des normes acceptées, telles que la contribution nette à la durabilité. ➤ Surveillance et suivi continus. ➤ Processus de contestation de la décision.	➤ La décision pourrait être laissée aux États, mais la COP pourrait prévoir un processus d'examen et de décision plus impartial. ➤ Il pourrait être demandé aux décideurs de justifier leur décision par rapport à une norme acceptée, telle que la contribution nette à la durabilité, ou à la réalisation des ODD, par exemple.	➤ Le comité scientifique examine et fait des recommandations. ➤ Décision prise par les membres de la Commission ➤ Aucun mécanisme par lequel la décision peut être révisée ou les décideurs peuvent être tenus responsables. Pas clair si un processus est en place pour la surveillance et le suivi.	➤ Le comité scientifique examine et fournit des conseils. ➤ Le comité de conformité et technique examine et fournit des conseils et des recommandations à la Commission sur les dispositions de gestion appropriées. ➤ Décision prise par les membres de la Commission. ➤ Aucun mécanisme par lequel la décision peut être révisée ou les décideurs peuvent être tenus responsables. ➤ Processus de prise de décision par consensus. ➤ Les mesures sont en place jusqu'à une période maximale de trois ans avant la révision; la pêche sera fermée après 10 ans, sauf si elle devient une pêche établie. avec l'adoption d'une CMM spécifique.⁸⁹

⁸⁹ Si le consensus n'est pas atteint, une décision peut être prise par vote. Il convient de noter la procédure d'objection de la SPRFMO qui a été utilisée deux fois à ce jour et qui permet aux membres de s'opposer à une décision de la Commission et d'obtenir une audience équitable et impartiale de leurs préoccupations.

5.2.1 Principes généraux et approches (article 5 de l'avant-projet de texte révisé de la BZAJN)

Dans le cadre de l'avant-projet de l'Accord BZAJN, les principes et approches généralement convenus sont les suivants:

- Précaution;
- Une approche écosystémique;
- Une approche qui renforce la résilience des écosystèmes aux effets néfastes du changement climatique et de l'acidification des océans et qui rétablit l'intégrité des écosystèmes;
- Utilisation de la meilleure science disponible; et
- Non-transfert des dommages ou des risques.

L'avant-projet n'inclut actuellement aucune provision précisant comment ces principes et approches doivent être mis en œuvre dans la pratique afin de guider la prise de décision et la gestion. La mise en œuvre limitée des dispositions existantes en matière d'EE dans la CNUDM semble être due, du moins en partie, à l'absence d'un processus clair pour s'acquitter de ces obligations (Warner, 2009; Wright, 2017), et l'Accord BZAJN risque donc de ne pas être mis en œuvre de la même manière en l'absence d'orientations plus concrètes.

SEAFO

Le protocole sur la pêche exploratoire fait explicitement de l'approche de précaution une obligation fondamentale. Il précise en outre ce qu'il convient de faire en cas de données insuffisantes ou incertaines: „lorsque l'on constate un manque d'informations entraînant une grande incertitude dans l'évaluation, il est alors plus prudent de recommander la réjection que l'approbation de la pêche exploratoire“. Il s'agit d'une norme de fond qui serait applicable à toutes les prises de décision.

SPRFMO

La convention SPRFMO inclut l'application de l'approche de précaution et de l'approche écosystémique dans son objectif principal⁹⁰, ainsi que dans les objectifs de ses mesures de gestion sur la

pêche de fond et les pêches nouvelles et exploratoires⁹¹. Contrairement à la SEAFO, la SPRFMO ne précise pas qu'une proposition doit être rejetée en cas de manque d'informations. La convention de la SPRFMO stipule plutôt qu'une pêche nouvelle ou exploratoire ne doit être ouverte „que lorsque la Commission a adopté des mesures préliminaires prudentes de conservation et de gestion concernant cette pêche et, le cas échéant, les espèces non visées et les espèces associées ou dépendantes, ainsi que des mesures appropriées pour protéger l'écosystème marin dans lequel cette pêche est pratiquée contre les effets néfastes des activités de pêche.⁹² La SPRFMO précise également que „les pêches nouvelles et exploratoires ne devraient pas être autorisées à se développer plus rapidement que l'acquisition des informations nécessaires pour garantir que la pêche peut et sera développée conformément aux principes énoncés dans [la Convention SPRFMO]“. ⁹³ Dans la pratique, l'absence d'évaluation de l'impact sur l'environnement et l'approche consistant à n'exiger que les informations déclarées „dans la mesure où elles sont disponibles“ ne nécessitent pas d'investigations approfondies avant la pêche, ne mettent pas en œuvre l'approche de précaution et seraient probablement inadéquates pour une pêche mésopélagique.

L'Accord BZAJN et normes de bonnes pratiques

L'avant-projet de l'Accord BZAJN semble exiger la prise en compte d'un large éventail d'impacts⁹⁴, y compris les impacts climatiques plus larges de la suppression d'un élément majeur de la pompe biologique de l'océan, à savoir les poissons mésopélagiques et les crevettes pélagiques. Cependant, l'avant-projet de l'Accord BZAJN manque d'un critère objectif ou décisionnel qui exigerait de faire preuve de prudence face à des informations incertaines ou inadéquates. Pour refléter les meilleures pratiques, l'Accord BZAJN pourrait inclure une reconnaissance explicite du fait que la précaution devrait être privilégiée dans de tels cas et qu'une proposition ne devrait pas être autorisée à aller de l'avant. L'Accord pourrait également inclure, comme dans la convention SPRFMO, une disposition exigeant que les nouvelles activités ne soient pas autorisées à se développer plus rapidement que la science.⁹⁵

90 Article 2.

91 CCM 03-2020 et 03a-2020 et CMM 13-2020 respectivement.

92 Article 22.1.

93 CCM 13-2020, préambule.

94 Article 5.

5.2.2. Déclenchement de l'EIE: seuils et critères (article 24)

L'avant-projet de l'Accord BZAJN prévoit de multiples alternatives pour déclencher une EIE:

- Alt. 1: Une EIE serait requise lorsque les États parties ont soit des „motifs raisonnables“ de croire que les activités prévues soit „peuvent causer une pollution substantielle“ ou des „changements significatifs et nuisibles“ (c'est-à-dire le seuil existant de la CNUDM)⁹⁶, soit si les activités „risquent d'avoir plus qu'un effet mineur ou transitoire“ (comme dans le Protocole de Madrid de 1992 - voir section 4.10.1).
- Alt. 2: Combine les deux seuils contenus dans l'Alt. 1 en demandant une EIE initiale si une activité planifiée „est susceptible“ d'avoir plus qu'un effet mineur ou transitoire, et une EIE plus complète si les activités „peuvent“ causer une pollution substantielle ou des changements significatifs et nuisibles. Cette alternative reflète en partie l'approche étagée plus moderne utilisée dans le Protocole de Madrid, qui comprend une étape initiale de présélection basée sur le seuil inférieur.⁹⁷ L'objectif de l'évaluation initiale est de fournir suffisamment de détails pour déterminer si une activité proposée peut avoir plus qu'un effet mineur ou transitoire. Ceci est particulièrement important lorsque les effets sont mal compris. Ce type de processus d'échelonnement pourrait inciter à élargir la base de connaissances avant de prendre des décisions importantes.

SEAFO

Le déclencheur spécifié dans le protocole sur les pêches exploratoires reflète une troisième approche, basée sur la vulnérabilité de l'écosystème potentiellement affecté aux impacts des engins de pêche de fond. La SEAFO exige une évaluation de toute pêche exploratoire de fond susceptible d'avoir des effets négatifs importants sur les EMV. Les critères d'identification des „impacts négatifs importants“ et des EMV sont contenus dans les directives de la FAO. L'accent mis sur les activités où les engins de pêche sont susceptibles d'entrer en contact avec les fonds marins signifie toutefois qu'aucune évaluation n'est requise pour déterminer la gamme plus large d'impacts potentiels sur d'autres espèces et écosystèmes.

SPRFMO

L'élément déclencheur pour les États membres de la SPRFMO et les CNCP (par son acronyme en anglais) est basé sur le désir de mener une pêche exploratoire dans la zone de la convention⁹⁸. Un déclencheur secondaire est la limite de 3 ans pour les mesures de pêche exploratoire et de fond. Une EIE est également déclenchée après 10 ans, lorsqu'une pêche exploratoire devient une pêche établie avec une CMM (par son acronyme en anglais) ciblée.

L'Accord BZAJN et normes de bonnes pratiques

Le déclencheur basé sur la vulnérabilité utilisé par la SEAFO est partiellement reflété dans l'avant-projet de l'Accord BZAJN dans une disposition sur „les zones identifiées comme biologiquement importantes ou vulnérables“⁹⁹, bien que cette disposition reste actuellement entre parenthèses. Une telle disposition pourrait être importante pour permettre une approche plus coordonnée et spécifique au site en exigeant automatiquement des EIE pour les activités planifiées dans ces zones ou susceptibles de les affecter. Ces zones peuvent être identifiées selon des critères largement reconnus concernant la vulnérabilité, la rareté, les frayères ou d'autres zones d'importance écologique ou biologique potentielle. Un déclencheur de précaution supplémentaire pourrait toujours exiger une EIE lorsque les effets de l'activité proposée sont inconnus ou mal compris.¹⁰⁰ Les évaluations environnementales régionales préalables peuvent être d'une grande utilité pour fixer des déclencheurs qui reflètent les contextes spécifiques à la région.

5.2.3. Notification et consultation publique (article 34)

L'avant-projet de l'Accord BZAJN exige que les parties prenantes soient informées rapidement et qu'elles aient la possibilité de participer de manière efficace et dans des délais précis tout au long du processus d'évaluation. Il est largement admis que le processus de notification et de consultation du public doit être transparent et proactif. La disposition souligne l'importance particulière de prendre en compte les commentaires concernant les impacts transfrontaliers potentiels. Il n'est pas clair actuellement qui faciliterait les consultations - le texte qui autoriserait la CP à faciliter la consultation au niveau international reste entre crochets.

⁹⁵ L'Accord pourrait soutenir davantage cet effort en renforçant le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS), par exemple en encourageant le suivi électronique et les observateurs (Bradley et al., 2019) ou en exigeant une stratégie de SCS pour les nouvelles activités (Cremers et al., 2020a).

⁹⁶ Article 206.

⁹⁷ Notez que le projet de texte stipule un seuil plus élevé que le Protocole de Madrid, qui exige un examen préalable pour tout projet dont il n'est pas déterminé qu'il aura moins qu'un effet mineur ou transitoire.

⁹⁸ CMM 08-2019.

⁹⁹ Article 28.

¹⁰⁰ Voir le commentaire de l'UICN pour 24.1. Alt.2(1)(c).

Dans le cas des pêcheries mésopélagiques, les États et les parties prenantes, y compris les autres ORGP, peuvent souhaiter être impliqués car leurs intérêts à éviter les impacts sur les ressources partagées (y compris ceux qui gèrent les espèces qui pourraient devenir des prises accessoires d'une nouvelle pêche), la biodiversité ou les services écosystémiques pourraient être affectés.

SEAFO

La mesure de conservation relative à la pêche exploratoire ne contient aucune disposition relative à la notification ou à la consultation du public, sauf entre les parties contractantes, et laisse au comité scientifique le soin de procéder à l'examen et de faire des recommandations à la Commission. Il n'existe aucune procédure de consultation publique, d'accès à l'information ou de contribution au processus par les parties prenantes, y compris les États potentiellement affectés.

SPRFMO

Les évaluations des ressources halieutiques des pêcheries approuvées doivent être mises à la disposition du public par la Commission,¹⁰¹ mais il n'existe aucune disposition prévoyant une consultation publique active en ce qui concerne les pêcheries nouvelles ou exploratoires,¹⁰² ni aucune disposition concernant les contributions extérieures au processus décisionnel. Les propositions de nouvelles pêcheries exploratoires sont mises à la disposition du public car la Convention gère la diffusion publique d'informations non commercialement sensibles et, le cas échéant, facilite les consultations et la participation des organisations non gouvernementales, des représentants de l'industrie de la pêche, en particulier de la flotte de pêche, et d'autres organismes et personnes intéressés. Les évaluations soumises pour la pêche artisanale, y compris l'examen effectué par le comité scientifique, doivent être rendues publiques sur le site web de la SPRFMO et peuvent faire l'objet de commentaires.¹⁰³ Les rapports du comité scientifique et les rapports sur la mise en œuvre des CMM par les États membres doivent également être rendus publics.¹⁰⁴

L'Accord BZAJN et normes de bonnes pratiques

L'absence de processus de consultation au sein de la SEAFO et de la SPRFMO pour les non-membres et les autres parties prenantes non membres de l'ORGP signifie qu'il y a moins de possibilités de

notification, de consultation ou de participation significative du public. Le processus n'est que passivement transparent et ne comprend aucun mécanisme permettant de rendre les décideurs responsables. Il n'est pas clair si un processus est en place pour le contrôle et le suivi. Bien que l'examen et l'approbation par le Comité scientifique et la Commission assurent une certaine surveillance indépendante et impartiale basée sur des critères clairs et une approche de précaution, l'évaluation est néanmoins dirigée par le représentant de la pêcherie et il n'y a aucune disposition pour solliciter la contribution des parties prenantes non ORGP. Ceci est particulièrement préoccupant dans le cas d'une éventuelle pêche mésopélagique car les impacts pourraient affecter la biodiversité et les services écosystémiques à l'échelle régionale, voire mondiale. Les procédures de consultation prévues par l'avant-projet de l'Accord BZAJN sont beaucoup plus inclusives et rigoureuses, bien que plus inclusives et rigoureuses, bien qu'elles manquent aussi de normes de précaution et de critères de décision.

5.3 Portée: Activités ou effets dans les ZAJN?

Les dispositions de l'avant-projet de l'Accord BZAJN concernant „l'obligation de procéder à des études d'impact sur l'environnement“¹⁰⁵ reflètent l'obligation fondamentale prévue par la CNUDM d'évaluer les effets potentiels des activités planifiées sous la juridiction ou le contrôle de l'État. L'avant-projet ne précise pas encore si l'activité elle-même doit avoir lieu dans les ZAJN pour que les dispositions s'appliquent ou si l'obligation d'EIE est déclenchée lorsque l'activité a un impact potentiel sur les ZAJN.

Se concentrer sur les impacts d'une activité à l'intérieur ou au-delà des frontières juridiques, plutôt que sur l'endroit où l'activité a lieu, est conforme à une approche écosystémique et constituerait un pas important vers une mise en œuvre adéquate des obligations existantes de la CNUDM qui exigent des États qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour „veiller à ce que les activités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle soient menées de manière à ne pas causer de dommages par pollution aux autres États et à leur environnement, et que la pollution résultant d'incidents ou d'activités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle ne se propage pas au-delà des zones où ils exercent des droits souverains conformément à la présente Convention“¹⁰⁶ (voir Creemers et al. 2020 et Payne et al. 2020).

¹⁰¹ Convention SPRFMO, article 23.

¹⁰² CMM 13-2020.

¹⁰³ CMM 03-2020, article 23.

¹⁰⁴ Convention SPRFMO, articles 10.3 y 24.

¹⁰⁵ Article 22.

¹⁰⁶ Article 194(2).

Étant donné que toutes les lois et réglementations nationales en matière d'EIE ne reflètent pas les normes actuelles, le fait de baser la nécessité d'une EIE sur le lieu où l'activité se déroule pourrait également conduire à l'incertitude et à l'incohérence et aboutir à des EIE de qualité variable. Dans la mesure où les pays individuels exigent une notification et une consultation préalables (comme l'exige la CDB),¹⁰⁷ les agences et les scientifiques nationaux peuvent ne pas avoir la capacité ou les connaissances nécessaires pour examiner efficacement la proposition.

Il existe un précédent dans l'ANUSP pour qu'un accord axé sur les ZAJN traite également des zones sous juridiction nationale: pour assurer la cohérence de la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrants, les dispositions relatives à la compatibilité des mesures de conservation et de gestion s'appliquent également dans les zones sous juridiction nationale.¹⁰⁸ En vertu de la CNUDM, les États sont déjà tenus d'adopter des lois et des règlements sur la pollution marine, „en tenant compte des règles, des normes et des pratiques et procédures recommandées convenues au niveau international“.¹⁰⁹ L'Accord BZAJN pourrait donc stipuler des règles convenues au niveau international applicables aux activités ayant des effets sur la biodiversité dans les ZAJN.

5.4 Processus d'examen et de décision

Étant donné l'importance cruciale des écosystèmes mésopélagiques à l'échelle mondiale, l'intérêt de la communauté internationale pour leur conservation et leur gestion devrait se refléter dans les processus d'examen et de prise de décision de l'EE. Cependant, comme indiqué précédemment, les

ORGP ne prévoient généralement pas de telles contributions et la transparence passive est insuffisante pour assurer une consultation proactive et inclusive. C'est particulièrement le cas pour la BZAJN en général, et pour les écosystèmes et les espèces mal connus en particulier, car de nombreux États n'ont pas la capacité d'examiner l'impact des nouvelles activités. La création d'un organe scientifique central dans le cadre de l'Accord BZAJN pourrait contribuer à garantir l'accès aux meilleures données scientifiques et connaissances disponibles et fournir aux États les connaissances nécessaires pour examiner efficacement les nouvelles propositions et les évaluations d'impact. L'organe scientifique et technique et les autres organes peuvent à la fois bénéficier des résultats de la Décennie des Nations unies pour l'océanologie et d'autres initiatives scientifiques et y contribuer (Yadav et Gjerd, 2020).

La Conférence des Parties (CP) pourrait être mieux placée pour garantir un processus d'examen et de prise de décision impartial, puisqu'elle est censée représenter l'intérêt de la communauté internationale pour un océan sain dans les ZAJN. Si ces décisions sont laissées aux États individuels, il existe un risque réel de recherche de forum ou de juridiction, de sorte que les EIE peuvent être menées sous des „pavillons de complaisance“. Il est également nécessaire de prévoir une option permettant aux États de contester les évaluations de qualité inférieure. Au minimum, un mécanisme de „back-stop“ permettant à un État ou à un groupe d'États de demander à l'Organe consultatif scientifique et technique d'examiner une EIE, ou de demander à la CP d'examiner une décision de poursuivre une activité considérée comme incompatible avec l'Accord BZAJN.

¹⁰⁷ Article 14.

¹⁰⁸ Articles 5-7. Les dispositions de la CNUDM relatives aux stocks d'anadromes et de catadromes (articles 66 et 67) établissent également un lien similaire entre les zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale et les eaux nationales, par exemple en imposant des exigences supplémentaires en matière de consultation et de gestion pour la pêche en haute mer de stocks provenant d'eaux relevant de la juridiction d'un État (article 66, paragraphe 3, point a)).

¹⁰⁹ Article 207.

Encadré 5: Résumé des principales conclusions

- Actuellement, les organismes de gestion sectoriels établis ne sont peut-être pas bien équipés ou pleinement mandatés pour évaluer les effets potentiels des activités proposées sur la biodiversité marine ou les services écosystémiques dans les ZAJN, pour prendre en compte les impacts cumulatifs ou climatiques ou pour s'engager de manière proactive dans la notification publique, la consultation, l'examen indépendant et la prise en compte des alternatives à une pêche proposée. Ainsi, aucune activité ou secteur ne devrait être exclu des exigences en matière d'EIE de l'Accord BZAJN.
- Des normes communes pour les processus d'évaluation environnementale peuvent favoriser la coordination et la coopération entre les secteurs et les régions en améliorant l'échange d'informations, la consultation intersectorielle et la prise en compte des effets cumulatifs et transfrontaliers.
- L'Accord BZAJN peut renforcer la cohérence grâce à ses normes de fond et ses obligations procédurales. Alors que le projet actuel d'obligations procédurales reflète les meilleures pratiques émergentes qui pourraient fournir des opportunités importantes pour une consultation et une participation du public significatives, certains des projets d'alternatives qui reflètent des normes de fond faibles et/ou spécifiques à un secteur pourraient conduire à des résultats incohérents à l'échelle régionale ainsi qu'à l'échelle mondiale des océans, même au sein de secteurs individuels.
- Peu d'États ont l'accès requis aux connaissances ou à l'expertise nécessaires pour superviser ou réviser une EIE dans les royaumes éloignés et peu étudiés des ZAJN. Un processus d'EIE internationalisé, transparent, indépendant et impartial, soutenu par une coopération scientifique renforcée par le biais d'un centre d'échange, pourrait contribuer à assurer une perspective multidisciplinaire pleinement intégrée, et soutenir les accords de collaboration qui permettent aux autres États de participer également et d'en bénéficier.

6. Rôle potentiel des évaluations environnementales stratégiques et régionales

Cette section examine comment les EES et les REA peuvent aider à surmonter les difficultés liées à l'exploitation de l'océan lointain, où les informations sont souvent insuffisantes ou inadéquates pour prendre une décision éclairée. Si des pêcheries mésopélagiques ou d'autres activités nouvelles ou étendues devaient être envisagées, ces évaluations pourraient jouer un rôle important dans la promotion d'une approche de précaution et d'une approche scientifique, en abordant les impacts cumulatifs tout en améliorant la coopération, la coordination, la cohérence et la capacité à l'échelle régionale.

6.1 Évaluations environnementales stratégiques

Une EES est souvent „caractérisée par l'objectif d'intégrer et de faire remonter les considérations environnementales dans la prise de décision stratégique aux stades les plus précoces des processus de planification afin de s'assurer qu'elles sont pleinement incluses et traitées de manière appropriée"¹¹⁰. En ce qui concerne les EIE, les EES peuvent aider à surmonter les défis actuels tels que le manque d'informations de base, la compréhension limitée de la connectivité et des services écosystémiques et les contraintes de l'approche sectorielle unique. Les EES peuvent également contribuer à prévenir les conflits entre les utilisateurs et entre les utilisations et le milieu marin. Dans le cadre d'une approche plus intégrée, les EES pourraient révéler les effets biophysiques cumulatifs potentiels, ainsi que les effets sociaux, sanitaires et culturels, tout en tenant compte des considérations climatiques. Les EES peuvent également être un atout pour la bonne gouvernance en augmentant la participation des parties prenantes, la transparence et l'accès à des informations de bonne qualité.

Les dispositions relatives à l'EES restent néanmoins élémentaires et certains détails sont contestés dans l'avant-projet de l'Accord BZAJN, en raison notamment d'une compréhension limitée de la manière dont les EES pourraient être mises en œuvre dans les ZAJN. La mise en œuvre peut en effet s'avérer difficile dans les ZAJN, car il n'existe actuellement aucune expérience pratique, mais il existe une multitude d'expériences concernant la

coopération régionale, notamment en ce qui concerne les ZAJN, qui pourraient fournir des leçons et une inspiration précieuses (Wright et al., 2017; Wright et Rochette, 2018).

Objectifs

À titre d'exemple, l'objectif de la directive 2001/42/CE de l'UE sur l'EES¹¹¹ est „d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des plans et programmes en vue de promouvoir le développement durable, en veillant à ce que certains plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement fassent l'objet d'une évaluation environnementale“.

Dans le contexte de la pêche, la loi australienne sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité (EPBC, par son acronyme en anglais, 1999) exige que toutes les pêcheries gérées par le Commonwealth ayant une composante d'exportation fassent l'objet d'une évaluation pour déterminer dans quelle mesure les dispositions de gestion garantiront que la pêche est gérée de manière écologiquement durable (Warner, 2020).

Déclencheur

La directive de l'UE sur l'EES déclenche une EES lorsqu'il existe un risque „d'effet significatif sur le milieu marin“. Selon les directives volontaires de la CDB,¹¹² une EES serait appropriée lorsqu'un plan, une politique ou un programme pourrait affecter les écosystèmes marins et leurs composantes de manière directe (par exemple, en augmentant la mortalité, la perte d'habitat ou en augmentant la pollution) ou indirecte (par exemple, la fragmentation de l'habitat, l'introduction d'espèces étrangères, maladies). Dans le contexte de la BZAJN, où de nouvelles activités et technologies peuvent apparaître avant d'être réglementées (comme la pêche mésopélagique), les EES pourraient également être particulièrement utiles pour centraliser et garantir l'accès aux meilleures informations disponibles.

¹¹⁰ UNEP/CBD/COP/11/23.

¹¹¹ Directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32001L0042>.

¹¹² Décision XI/18 de la CDB, Directives volontaires contenues dans le document UNEP/CBD/COP/11/23 <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-11/official/cop-11-23-en.pdf>

Étapes

Les étapes d'un processus d'EES comprennent: la détermination initiale de la portée d'un rapport sur l'environnement (état et tendances actuels, pressions ainsi que risques environnementaux et autres préoccupations liés à la nouvelle politique, au nouveau plan, au nouveau programme ou à la nouvelle activité proposés); la préparation du rapport; les consultations et la participation du public; la prise en compte du rapport sur l'environnement et des résultats de la participation et des consultations du public dans le processus décisionnel; le suivi et l'évaluation. Certaines de ces étapes sont reflétées dans la définition de l'EES dans l'avant-projet de l'Accord BZAJN¹¹³.

Outils pour les EES

Selon les lignes directrices volontaires de la CDB¹¹⁴, le processus d'EES implique une „famille d'outils permettant d'identifier et de traiter les conséquences environnementales et les préoccupations des parties prenantes lors de l'élaboration de politiques, de plans, de programmes et d'autres initiatives de haut niveau“. Il s'agit notamment d'outils permettant de prévoir les effets environnementaux et socio-économiques, d'outils garantissant la pleine participation des parties prenantes et d'outils d'analyse et de comparaison des options (OCDE, 2006). Un autre élément de tout processus d'EES est le suivi continu de la mise en œuvre de politiques, plans et programmes particuliers pour déterminer tout effet négatif imprévu sur l'environnement ou la santé afin d'entreprendre des mesures correctives (Warner, 2020; Warner et al., 2018).

Coordination du processus d'EES

L'avant-projet de l'accord BZAJN prévoit actuellement qu'il incombe aux „États parties, individuellement ou en coopération avec d'autres États parties“ de veiller à ce qu'une EES soit réalisée.¹¹⁵ Cependant, la mise en œuvre des EES nécessitera

probablement un degré élevé de collaboration entre les États parties individuels et les organisations mondiales et régionales ayant des responsabilités en matière des ZAJN. Un État partie individuel ou même un petit groupe d'États parties peut manquer de capacité, d'expertise ou d'autorité pour coordonner un tel processus. Une autre solution pourrait consister à confier à la Conférence des Parties la responsabilité de coordonner les EES. La CP pourrait alors avoir la possibilité de déléguer l'autorité à l'Organe scientifique et technique, à un organe existant, ou à un mécanisme de coordination ad hoc.¹¹⁶ L'organe scientifique et technique pourrait être chargé de poursuivre l'élaboration du cadre.

Avantages régionaux

Les EES peuvent favoriser la coopération à l'échelle régionale afin de concrétiser les ambitions mondiales, ce que ne peuvent faire les EIE, qui sont souvent limitées à un secteur, un lieu et une période spécifiques. Les processus d'EES élargissent la portée spatiale et temporelle de l'évaluation environnementale pour couvrir plusieurs secteurs ou zones géographiques afin d'éclairer la prise de décision à long terme (Warner, 2020). La réalisation d'une EES pour une région spécifique peut contribuer à forger une vision environnementale, économique et sociale partagée pour la région à un stade précoce de la prise de décision, ce qui permet un „examen approprié des alternatives et des impacts cumulatifs ainsi que l'engagement des personnes affectées par les développements proposés“ (Zou, 2019). Les EES dans les régions marines peuvent ainsi fournir des informations de base importantes pour les EIE basées sur des projets et les futurs outils de gestion par zone (OGZ), comme l'existence de zones marines d'importance écologique ou biologique (ZIEB)¹¹⁷ et d'EMV¹¹⁸ et les schémas d'utilisation multisectorielle dans la région, afin d'informer toute planification spatiale future (Warner, 2020).

¹¹³ Articles 1.13 et 28.

¹¹⁴ Décision XI/18 de la CDB, Directives volontaires contenues dans le document UNEP/CBD/COP/11/23 <https://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-11/official/cop-11-23-en.pdf>

¹¹⁵ Article 28.

¹¹⁶ Par exemple, la Conférence des Parties pourrait constituer un comité ad hoc comprenant des États susceptibles d'avoir un intérêt ou un enjeu particulier dans le résultat

¹¹⁷ Convention sur la diversité biologique (CDB), Zones d'importance écologique ou biologique (ZIEB, <https://www.cbd.int/ebsa/>)

¹¹⁸ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Écosystèmes marins vulnérables (EMV)*, <http://www.fao.org/in-action/i/vulnerable-marine-ecosystems/en/>

6.2 Évaluations environnementales régionales

Même lorsque les meilleures informations scientifiques disponibles sont appliquées à une EIE ou à une EES, d'importantes lacunes et incertitudes peuvent persister. Comme en témoignent les défis posés par l'application du protocole de pêche exploratoire de l'OPASE à une activité que le protocole n'est pas censé couvrir, le fait de se fier à la base de connaissances d'une agence gouvernementale sur les impacts potentiels peut ne pas suffire à garantir une prise de décision éclairée.

Les REA constituent le niveau le plus large qui peut servir à rassembler et à synthétiser les meilleures informations disponibles sur une région, ainsi qu'à identifier les lacunes en matière d'information et les priorités de recherche. L'accès à l'information, la consultation, la participation, la transparence, la responsabilité et la précaution sont autant d'éléments requis pour les évaluations environnementales de bonne pratique. Une REA pourrait être particulièrement utile avant de prendre des décisions concernant un nouveau type d'activité ou de développement pouvant avoir des implications à l'échelle régionale ou mondiale, ainsi que pour évaluer l'état des activités en cours. L'exploitation des stocks de poissons lanternes (*Myctophidés*) du domaine mésopélagique peut être un tel exemple - lorsqu'elle est étendue, l'exploitation peut avoir des impacts significatifs sur le réseau alimentaire et la pompe biologique pour la séquestration du carbone, ainsi que d'autres services écosystémiques (Choy et al., 2017; Jin et al., 2020; St. John et al., 2016).

Dans le contexte d'une pêcherie de poissons-lanternes, les processus d'EIE, d'EES et de REA ajouteraient à notre compréhension de la pêcherie, en dépassant l'approche relativement limitée des EIE pour passer à une EES qui considère un éventail plus large de services dont les poissons mésopélagiques sont probablement responsables. Une EES pourrait alors saisir les grandes échelles spatiales nécessaires à toute évaluation de type stock en eaux moyennes. Il serait également important de comprendre les conditions océanographiques, la topographie pertinente des fonds marins et les migrations diurnes.

Les REA sont également conseillées pour évaluer, anticiper et informer les réponses aux impacts des pressions environnementales croissantes dues aux effets du changement climatique et à d'autres changements humains et environnementaux. Elle peut en outre permettre aux États d'intégrer des dynamiques temporelles et spatiales qui tiennent

compte des changements dans la distribution verticale et horizontale de la biodiversité sur une base saisonnière, et de plus en plus, en raison du changement climatique (Ortuño Crespo et al., 2020; Payne et al., 2019; Pentz et al., 2018; Pinsky et al., 2018).

Dans le cadre d'une approche étagée des EE, les REA peuvent rationaliser les processus ultérieurs d'EIE et d'EES en rendant les informations pertinentes pour la sélection, la délimitation du champ d'application et l'examen des effets et des solutions de rechange facilement accessibles et assimilables.

Objectif

Mettre en place un cadre cohérent d'évaluation environnementale pour les activités menées dans les ZAJN, notamment par le biais d'évaluations environnementales régionales, d'évaluations environnementales stratégiques et d'évaluations des incidences sur l'environnement.

Déclencheur

Les REA pourraient être déclenchées dès qu'il y a un développement significatif ou une présomption environnementale. Les REA deviendront un outil de plus en plus important à mesure que les changements liés au climat modifieront la biologie, la chimie et même la physique des océans.

Étapes

Les évaluations régionales peuvent inclure des descriptions des caractéristiques biologiques, chimiques, physiques et historiques existantes; l'identification des habitats et des zones sensibles; l'identification des zones d'activités humaines; des analyses des conditions des écosystèmes; et des évaluations, des prévisions et des modélisations des impacts cumulatifs (Caldow et al., 2015; IOPTF, 2010).

Outils

Les études de base et l'échantillonnage restent fondamentaux, tandis que les outils de surveillance et d'évaluation standard qui pourraient être appliqués aux REA comprennent les réseaux d'observation océanique à long terme, les bouées et les véhicules autonomes de surface et sous-marins. Ces outils peuvent de plus en plus être complétés par des avancées récentes qui augmentent la faisabilité et réduisent les coûts de la surveillance

et de l'évaluation de la santé et de l'état de vastes zones océaniques (Borja et al., 2016). Comme le notent par Borja et al. (2016) et d'autres, il existe quatre approches prometteuses qui peuvent être combinées de nouvelles façons:

➤ **Les dispositifs d'échantillonnage et de surveillance acoustiques** peuvent être utilisés pour déterminer la biomasse et l'abondance de la faune mésopélagique, y compris leurs distributions en profondeur et leurs comportements migratoires (Proud et al., 2018). La bioacoustique sur les drone à voile fournit une précieuse couverture à grande échelle et quasi-synoptique des systèmes mésopélagiques (De Robertis et al., 2019).

➤ La **télé-détection** par satellite a récemment été étendue à la surveillance du phytoplancton, notamment sa structure de taille, sa composition et sa fonctionnalité, et à la surveillance des efflorescences algales nuisibles ainsi que des afflux de sargasses (Ody et al., 2019; Wang et al., 2019). Tout échantillonnage au filet en mer et/ou relevé acoustique doit être accompagné d'une caractérisation par télé-détection des caractéristiques océanographiques à méso-échelle, car ces dernières représentent "l'habitat" environnemental dans lequel les populations pélagiques varient naturellement.

➤ Les outils de **modélisation biophysique et écologique** peuvent accroître l'extrapolation spatiale des variables environnementales et prédire les schémas de distribution spatiale des différentes composantes de l'écosystème (Borja et al. 2016). La modélisation écologique est de plus en plus utilisée pour comprendre et finalement prévoir les conséquences des changements anthropiques et climatiques de l'environnement naturel sur la distribution, la composition et la structure des écosystèmes marins. Ces techniques commencent tout juste à être appliquées aux écosystèmes mésopélagiques.

➤ Les **outils génomiques** peuvent s'avérer un complément rentable à l'échantillonnage en filet afin d'évaluer la biodiversité des communautés, de comprendre les réseaux alimentaires et les interactions trophiques, de détecter les espèces envahissantes et de comprendre la connectivité. Il est essentiel de noter que les techniques gé-

nétiques nécessitent une bibliothèque de référence précise avec des pièces justificatives conservées dans des musées pour l'étalonnage. Ces outils génomiques sont déjà appliqués pour révéler de nouvelles connaissances sur les communautés mésopélagiques (LaCapra, 2019).

Coordination du processus REA

Les REA bénéficieraient d'une supervision mondiale de haut niveau afin de fournir un soutien, d'encourager la participation et de permettre la comparaison et l'interopérabilité entre les régions, mais elles pourraient également être conçues et mises en œuvre en tant qu'initiative de coopération au niveau régional avec les organismes et instruments pertinents (sur la base d'un mandat de la CP à l'Accord BZAJN). Les REA pourraient ainsi impliquer les États côtiers potentiellement affectés, les États du pavillon, d'autres États intéressés, les organismes existants tels que les ORGP, l'OMI et les organisations maritimes régionales, ainsi que la communauté scientifique au sens large, d'autres secteurs et la société civile. Un processus collaboratif d'évaluation des risques environnementaux pourrait être soutenu par la compilation et le partage des données sous-jacentes, et constituer une plate-forme pour d'autres activités de collaboration fondées sur une compréhension commune des conditions de base et des tendances. Pour garantir la légitimité et l'adhésion, il serait important de suivre les normes de bonnes pratiques (voir section 3.4).¹¹⁹

Avantages régionaux

Les REA peuvent faire progresser la base scientifique de la mise en œuvre de l'Accord BZAJN à l'échelle régionale. Le processus de réalisation d'une REA peut galvaniser la coopération intersectorielle afin de compiler et d'évaluer les informations provenant de multiples secteurs et disciplines, garantissant ainsi que toutes les parties prenantes ont une compréhension beaucoup plus sophistiquée de ce qui est connu et de toute lacune dans les connaissances qui pourrait devoir être comblée afin de prendre des décisions éclairées. En améliorant la connaissance de l'état, des tendances et des facteurs de changement, l'EER peut ainsi permettre de planifier à l'avance, d'éviter les conflits, de soutenir les OGZ et les processus inter-

¹¹⁹ Une évaluation environnementale régionale a déjà été élaborée pour guider les futures activités d'exploitation minière des grands fonds marins dans le cadre d'un plan régional de gestion environnementale pour la dorsale médio-atlantique. Cependant, ce type d'efforts monosectoriels peut manquer de nombreux éléments intersectoriels, consultatifs et coopératifs nécessaires pour refléter les meilleures pratiques environnementales (Doelle et Sander, 2020; Jones et al., 2016) et peut passer à côté de composantes écologiques clés qui ne relèvent pas de l'expertise d'un seul expert sélectionné. Par exemple, l'évaluation environnementale régionale pour la dorsale médio-atlantique préparée pour l'atelier de l'Autorité internationale des fonds marins n'a pas examiné le rôle important des proies et des prédateurs gélatineux dans l'écosystème mésopélagique qui peut également être affecté par l'exploitation minière des grands fonds marins. La participation à l'atelier était également limitée: les invités devaient posséder soit: 1. Une bonne connaissance et/ou une expérience de la mise en œuvre des cadres juridiques, politiques et de gestion des activités dans la zone, avec un accent particulier sur les gisements de sulfures polymétalliques; et 2. Des compétences et une expérience en matière de protection de l'environnement et de la conservation de la biodiversité dans les dorsales médio-océaniques ainsi que l'exploration des ressources en sulfures polymétalliques (voir <https://www.isa.org.jm/files/files/documents/REMP-NMAR-a.pdf>). Les observateurs de la société civile et les autres utilisateurs de l'océan n'ont pas le droit d'y assister même si l'atelier aborde des domaines clés de la politique environnementale et a un impact sur d'autres utilisateurs.

sectoriels de planification de l'espace marin, ainsi que de rationaliser les processus d'EIE. Elles peuvent en outre contribuer à la bonne gouvernance en facilitant la participation du public, notamment des institutions régionales, et fournir une base pour le contrôle public.

Les REA pourraient renforcer et améliorer la coopération en matière de recherche scientifique marine et de développement et de transfert de technologies marines, comme envisagé. Cela pourrait également entraîner une obligation supplémentaire de mener des recherches supplémentaires, si nécessaire, pour combler les principales lacunes et incertitudes, et de collaborer plus largement aux évaluations environnementales (comme l'exige déjà la CNUDM).

Capacité

Les évaluations environnementales régionales peuvent identifier les besoins en matière de capacités pour renforcer la gestion basée sur les écosystèmes et l'approche écosystémique de la pêche,

et ainsi fournir la base pour y répondre par le biais de programmes appropriés de renforcement des capacités et de formation. Il pourrait s'agir de renforcer et de soutenir la capacité de suivi scientifique des écosystèmes et de leurs ressources (y compris la collecte de données, le suivi de la conformité et l'établissement de rapports pour soutenir la prise de décision et la mise en œuvre fondées sur la science), ainsi que de renforcer la capacité de gestion des écosystèmes et des pêcheries adaptative et fondée sur des solutions et le soutien institutionnel. Les évaluations environnementales pourraient également fournir un mécanisme pour soutenir l'utilisation et le développement équitables et durables des RGM, car de nombreux outils et technologies liés aux RGM sont essentiels pour comprendre, gérer et maintenir la santé des océans. La formation et l'équipement nécessaires à l'utilisation de ces outils pourraient faire explicitement partie des éléments de partage des bénéfices, de renforcement des capacités et de transfert de technologies de l'Accord BZAJN, ce qui contribuerait à remplir les obligations existantes de la CNUDM (Harden-Davies et Gjerd, 2019).

7. Réflexions finales

Un système efficace d'évaluations environnementales à plusieurs niveaux peut soutenir la gestion intégrée écosystémique dans les ZAJN.

Les effets accélérés du changement climatique sur l'océan sont de plus en plus préoccupants et doivent être pris en compte à tous les niveaux de gestion. Le réchauffement des océans, les vagues de chaleur, la désoxygénation, l'acidification des océans et les changements dans les courants et la productivité (GIEC, 2019) créent de nouvelles demandes de mesures proactives pour renforcer la résilience des écosystèmes et restaurer leur intégrité, en plus de l'accélération des impacts humains directs. Les organismes et accords internationaux devront de plus en plus intégrer les considérations relatives au changement climatique dans les décisions de gestion. Les ressources marines qui constituent également un important puits de carbone devront faire l'objet d'une attention accrue quant à leur valeur dans l'atténuation du changement climatique en tant que bien mondial, par opposition à une utilisation ponctuelle à des fins de consommation.

Les ORGP devront améliorer leur évaluation de la vulnérabilité climatique des espèces ciblées, des prises accessoires et des indicateurs écologiques, tout comme d'autres secteurs bénéficieront d'une prise en compte plus large des vulnérabilités climatiques et des impacts cumulatifs. L'Accord BZAJN peut contribuer à fournir des principes généraux ainsi que des EIE et d'autres cadres pour la prise de décision dans le but de renforcer la résilience climatique.

L'étude de cas sur la pêche mésopélagique montre à nouveau l'importance de n'exclure aucun type d'activité ou de secteur de l'Accord BZAJN, de garantir un niveau élevé de normes uniformes pour mettre en œuvre les principes généraux de l'accord afin de mieux renforcer la résilience au changement climatique, de prendre en compte tous les impacts potentiels et cumulatifs et d'intégrer le principe de précaution dans les processus de gestion et de prise de décision. Il souligne également l'importance de garantir des consultations élargies au-delà d'un seul secteur afin d'inclure d'autres sources de connaissances et de valeurs.

Pour sauvegarder la biodiversité en haute mer et en eaux profondes dans les ZAJN, l'Accord BZAJN devra porter à la fois sur des projets individuels et sur des plans et politiques de développement plus vastes. Les évaluations environnementales stratégiques sont un complément important aux EIE car elles peuvent garantir que les considérations environnementales informent et sont intégrées dans ces prises de décisions stratégiques afin de soutenir un développement écologiquement rationnel et durable. Les EES permettent une large consultation et participation transparente et inclusive, fournissent une perspective systémique et facilitent les comparaisons précoces des alternatives et des stratégies, ce qui permet de réduire les risques pour l'industrie et l'environnement.

Les évaluations environnementales régionales, accompagnées d'observations continues et de recherches scientifiques marines, seront essentielles à la mise en œuvre de bon nombre des buts et objectifs de l'Accord BZAJN. Les évaluations environnementales régionales peuvent renforcer la collaboration en facilitant l'identification collective des priorités et des projets environnementaux clés dans les ZAJN. La collaboration dans le domaine de la recherche peut améliorer la capacité et l'accès à la technologie pour les scientifiques des pays en développement et des pays développés, ce qui peut à son tour renforcer les capacités institutionnelles pour une prise de décision éclairée.

En bref, des processus d'évaluation environnementale efficaces sont essentiels à la bonne gouvernance, car ils augmentent la participation des parties prenantes, la transparence, la responsabilité et l'accès à des informations de bonne qualité. Ces éléments peuvent garantir que les décideurs sont en mesure de démontrer qu'ils agissent conformément aux objectifs du processus ou qu'ils peuvent être tenus responsables lorsqu'ils ne le font pas. Les évaluations environnementales fondées sur les meilleures pratiques contribuent également à souligner le fait que tous les effets sont cumulatifs et que toute réduction de la résilience des systèmes naturels limitera ce que nous pourrions faire à l'avenir.

Références

- Alvheim, A.R., Kjellefold, M., Strand, E., Sanden, M., Wiech, M., 2020.** Mesopelagic species and their potential contribution to food and feed security—a case study from Norway. *Foods* 9. <https://doi.org/10.3390/foods9030344>
- Ardron, J.A., Rayfuse, R., Gjerde, K., Warner, R., 2014.** The sustainable use and conservation of biodiversity in ABNJ: What can be achieved using existing international agreements? *Marine Policy* 49, 98–108. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2014.02.011>
- Ban, N.C., Bax, N.J., Gjerde, K.M., Devillers, R., Dunn, D.C., Dunstan, P.K., Hobday, A.J., Maxwell, S.M., Kaplan, D.M., Pressey, R.L., Ardron, J.A., Game, E.T., Halpin, P.N., Rosenberg, A., 2014.** Systematic Conservation Planning: A Better Recipe for Managing the High Seas for Biodiversity Conservation and Sustainable Use. *Conservation Letters* 7, 41–54. <https://doi.org/10.1111/conl.12010>
- Bell, J.B., Guijarro-Garcia, E., Kenny, A., 2019.** Demersal Fishing in Areas Beyond National Jurisdiction: A Comparative Analysis of Regional Fisheries Management Organisations. *Frontiers in Marine Science* 6, 1–11. <https://doi.org/10.3389/fmars.2019.00596>
- Borja, A., Elliott, M., Andersen, J.H., Berg, T., Carstensen, J., Halpern, B.S., Heiskanen, A.S., Korpinen, S., Stewart Lowndes, J.S., Martin, G., Rodriguez-Ezpeleta, N., 2016.** Overview of integrative assessment of marine systems: The ecosystem approach in practice. *Frontiers in Marine Science*. <https://doi.org/10.3389/fmars.2016.00020>
- Bradley, D., Merrifield, M., Miller, K.M., Lomonico, S., Wilson, J.R., Gleason, M.G., 2019.** Opportunities to improve fisheries management through innovative technology and advanced data systems. *Fish and Fisheries* 564–583. <https://doi.org/10.1111/faf.12361>
- Caldow, C., Monaco, M.E., Pittman, S.J., Kendall, M.S., Goedeke, T.L., Menza, C., Kinlan, B.P., Costa, B.M., 2015.** Biogeographic assessments: A framework for information synthesis in marine spatial planning. *Marine Policy* 51. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2014.07.023>
- Cashmore, M., 2004.** The role of science in environmental impact assessment: process and procedure versus purpose in the development of theory. *Environmental Impact Assessment Review* 24, 403–426. <https://doi.org/10.1016/j.eiar.2003.12.002>
- Cashmore, M., Gwilliam, R., Morgan, R., Cobb, D., Bond, A., 2004.** Effectiveness of EIA The interminable issue of effectiveness: substantive purposes, outcomes and research challenges in the advancement of environmental impact assessment theory. *Impact Assessment and Project Appraisal* 22, 295–310.
- Castaneda, J.O., 1992.** The World Bank Adopts Environmental Impact Assessments. *Pace International Law Review* 4.
- Choy, C.A., Haddock, S.H.D., Robison, B.H., 2017.** Deep pelagic food web structure as revealed by in situ feeding observations. *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* 284, 20172116. <https://doi.org/10.1098/rspb.2017.2116>
- Cremers, K., Wright, G., Rochette, J., 2020a.** Strengthening monitoring, control and surveillance of human activities in marine areas beyond national jurisdiction: Challenges and opportunities for an international legally binding instrument. *Marine Policy*. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.103976>
- Cremers, K., Wright, G., Rochette, J., Gjerde, K., Harden-Davies, H., 2020b.** A preliminary analysis of the draft high seas biodiversity treaty.
- Crespo, G.O., Dunn, D.C., 2017.** A review of the impacts of fisheries on open-ocean ecosystems. *ICES Journal of Marine Science*. <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsx084>

Crespo, G.O., Dunn, D.C., Gianni, M., Gjerde, K., Wright, G., Halpin, P.N., 2019. High-seas fish biodiversity is slipping through the governance net. *Nature Ecology & Evolution* 3, 1273–1276. <https://doi.org/10.1038/s41559-019-0981-4>

De Robertis, A., Lawrence-Slavas, N., Jenkins, R., Wangen, I., Mordy, C.W., Meinig, C., Levine, M., Peacock, D., Tabisola, H., Godø, O.R., 2019. Long-term measurements of fish backscatter from Saildrone unmanned surface vehicles and comparison with observations from a noise-reduced research vessel. *ICES Journal of Marine Science* 76, 2459–2470. <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsz124>

Doelle, M., Sander, G., 2020. Next Generation EA in the BBNJ Regime? An Assessment of the State of the Negotiations. *International Journal of Maritime and Coastal Law*.

Drazen, J.C., Smith, C.R., Gjerde, K.M., Haddock, S.H.D., Carter, G.S., Choy, C.A., Clark, M.R., Dutrieux, P., Goetze, E., Hauton, C., Hatta, M., Koslow, J.A., Leitner, A.B., Pacini, A., Perelman, J.N., Peacock, T., Sutton, T.T., Watling, L., Yamamoto, H., 2020. Opinion: Midwater ecosystems must be considered when evaluating environmental risks of deep-sea mining. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 117, 17455–17460. <https://doi.org/10.1073/pnas.2011914117>

Drazen, J.C., Sutton, T.T., 2017. Dining in the Deep: The Feeding Ecology of Deep-Sea Fishes. *Annual Review of Marine Science* 9, 337–66. <https://doi.org/10.1146/annurev-marine-010816-060543>

Durussel, C., Oyarzún, E.S., Osvaldo Urrutia, S., 2017. Strengthening the legal and institutional framework of the Southeast Pacific: Focus on the BBNJ package elements. *International Journal of Marine and Coastal Law* 32, 635–671. <https://doi.org/10.1163/15718085-12324051>

Durussel, C., Wright, G., Wienrich, N., Boteler, B., Unger, S., Rochette, J., 2018. Strengthening Regional Ocean Governance for the High Seas: Opportunities and Challenges to Improve the Legal and Institutional Framework of the Southeast Atlantic and Southeast Pacific. *STRONG High Seas*. <https://doi.org/10.2312/iass.2018.025>

Franke, A., Blenckner, T., Duarte, C.M., Ott, K., Fleming, L.E., Antia, A., Reusch, T.B.H.H., Bertram, C., Hein, J., Kronfeld-Goharani, U., Dierking, J., Kuhn, A., Sato, C., Van Doorn, E., Wall, M., Schartau, M., Karez, R., Crowder, L., Keller, D., Engel, A., Hentschel, U., Prigge, E., 2020. Operationalizing Ocean Health: Toward Integrated Research on Ocean Health and Recovery to Achieve Ocean Sustainability. *One Earth* 2, 557–565. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2020.05.013>

Frazão Santos, C., Agardy, T., Andrade, F., Calado, H., Crowder, L.B., Ehler, C.N., García-Morales, S., Gissi, E., Halpern, B.S., Orbach, M.K., Pörtner, H.O., Rosa, R., 2020. Integrating climate change in ocean planning. *Nature Sustainability*. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-0513-x>

Freestone, D., 2012. International governance, responsibility and management of areas beyond national jurisdiction. *International Journal of Marine and Coastal Law*. <https://doi.org/10.1163/157180812X633609>

Freestone, D., Barnes, R., Ong, D., 2006. The Development of the Modern Law of the Sea, in: Freestone, D., Barnes, R., Ong, D. (Eds.), *Freedom of the High Seas in the Modern Law of the Sea*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199299614.001.0001>

Friedman, A., 2019. Beyond “not undermining”: possibilities for global cooperation to improve environmental protection in areas beyond national jurisdiction. *ICES Journal of Marine Science* 76, 452–456. <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsy192>

Gianni, M., Fuller, S.D., Currie, D.E.J., K., S., Goldsworthy, L., Pike, B., Weeber, B., Owen, S., Friedman, A., 2016. How much longer will it take? A ten-year review of the implementation of United Nations General Assembly resolutions 61/105, 64/72 and 66/68 on the management of bottom fisheries in areas beyond national jurisdiction. *Deep Sea Conservation Coalition*.

GIEC, 2019. L'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/3/2020/07/SROCC_SPM_fr.pdf

Gilman, E., Passfield, K., Nakamura, K., 2014. Performance of regional fisheries management organizations: Ecosystem-based governance of bycatch and discards. *Fish and Fisheries* 15, 327–351. <https://doi.org/10.1111/faf.12021>

Gjerde, K., Wright, G., 2019. Towards Ecosystem-based Management of the Global Ocean: Strengthening Regional Cooperation through a New Agreement for the Conservation and Sustainable Use of Marine Biodiversity in Areas Beyond National Jurisdiction. STRONG High Seas project. <https://doi.org/10.2312/iass.2019.055>

Gjerde, K.M., Dotinga, H., Hart, S., Molenaar, E., Rayfuse, R., Warner, R., H, D., S, H., E.J, M., Rayfuse, R., R, W., 2008. Regulatory and Governance Gaps in the International Regime for the Conservation and Sustainable Use of Marine Biodiversity in Areas beyond National Jurisdiction, IUCN Marine Series, IUCN Environmental Policy and Law Papers online. IUCN, Gland. <https://doi.org/10.1163/15718085-12341255>

Hamner, W.M., Madin, L.P., Alldredge, A.L., Gilmer, R.W., Hamner, P.P., 1975. Underwater observations of gelatinous zooplankton: Sampling problems, feeding biology, and behavior. *Limnology and Oceanography* 20, 907-917.

Harden-Davies, H.R., Gjerde, K.M., 2019. Building Scientific and Technological Capacity: a Role for Benefit-sharing in the Conservation and Sustainable Use of Marine Biodiversity beyond National Jurisdiction. <https://doi.org/10.1163/9789004395633>

Hidalgo, M., Browman, H.I., 2019. Developing the knowledge base needed to sustainably manage mesopelagic resources. *ICES Journal of Marine Science* 76, 609–615. <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsz067>

Hilborn, R., Amoroso, R.O., Anderson, C.M., Baum, J.K., Branch, T.A., Costello, C., De Moor, C.L., Faraj, A., Hively, D., Jensen, O.P., Kurota, H., Little, L.R., Mace, P., McClanahan, T., Melnychuk, M.C., Minto, C., Osio, G.C., Parma, A.M., Pons, M., Segurado, S., Szuwalski, C.S., Wilson, J.R., Ye, Y., 2020. Effective fisheries management instrumental in improving fish stock status. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 117, 2218–2224. <https://doi.org/10.1073/pnas.1909726116>

Hoagland, P., 2020. Value Beyond View: illuminating the human benefits of the ocean twilight zone.

Houghton, K., Rochette, J., 2014. Introduction: Advancing governance of areas beyond national jurisdiction. *Marine Policy* 49, 81–84. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2014.04.008>

Hudson, J.M., Steinberg, D.K., Sutton, T.T., Graves, J.E., Latour, R.J., 2014. Myctophid feeding ecology and carbon transport along the northern Mid-Atlantic Ridge. *Deep-Sea Research Part I: Oceanographic Research Papers* 93, 104–116. <https://doi.org/10.1016/j.dsr.2014.07.002>

Hughes, R., 1998. Environmental Impact Assessment and Stakeholder Involvement. *Environmental Planning Issues* 11.

IOPTF, 2010. Final Recommendations of the Interagency Ocean Policy Task Force.

Irigoin, X., Klevjer, T.A., Røstad, A., Martinez, U., Boyra, G., Acuña, J.L., Bode, A., Echevarria, F., Gonzalez-Gordillo, J.I., Hernandez-Leon, S., Agusti, S., Aksnes, D.L., Duarte, C.M., Kaartvedt, S., 2014. Large mesopelagic fishes biomass and trophic efficiency in the open ocean. *Nature communications* 5, 3271. <https://doi.org/10.1038/ncomms4271>

Jay, S., Jones, C., Slinn, P., Wood, C., 2007a. Environmental impact assessment: Retrospect and prospect. *Environmental Impact Assessment Review* 27, 287–300. <https://doi.org/10.1016/j.eiar.2006.12.001>

Jay, S., Jones, C., Slinn, P., Wood, C., 2007b. Environmental impact assessment : Retrospect and prospect. *Environmental Impact Assessment Review* May. <https://doi.org/10.1016/j.eiar.2006.12.001>

Jin, D., Hoagland, P., Buesseler, K.O., 2020. The value of scientific research on the ocean's biological carbon pump. *Science of The Total Environment* 749, 141357. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2020.141357>

Jones, P.J.S., Lieberknecht, L.M., Qiu, W., 2016. Marine spatial planning in reality: Introduction to case studies and discussion of findings. *Marine Policy* 71, 256–264. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2016.04.026>

Juan-Jordá, M.J., Murua, H., Arrizabalaga, H., Dulvy, N.K., Restrepo, V., 2018. Report card on ecosystem-based fisheries management in tuna regional fisheries management organizations. *Fish and Fisheries* 19, 321–339. <https://doi.org/10.1111/faf.12256>

Kelly, C., 2004. Impact Assessment and Migratory Species: Gaps in Existing Guidance and Recommendations for future CMS Action.

Koh, T.T.B., 1982. A Constitution for the Oceans, in: Remarks by Tommy T.B. Koh, of Singapore, President of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea.

LaCapra, V., 2019. Round Up the Unusual Suspects [WWW Document]. URL <https://www.whoi.edu/oceanus/feature/round-up-the-unusual-suspects/> (consultado en 21.9.20).

Levin, L.A., Amon, D.J., Lily, H., 2020. Challenges to the sustainability of deep-seabed mining. *Nature Sustainability*. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-0558-x>

Lieberknecht, L., 2020. Ecosystem-Based Integrated Ocean Management: A Framework for Sustainable Ocean Economy Development.

Lieberknecht, L.M., 2020. Ecosystem-Based Integrated Ocean Management: A Framework for Sustainable Ocean Economy Development. WWF Noruega.

Lily, H., Roady, S.E., 2020. Regulating the Common Heritage of Mankind: Challenges in Developing a Mining Code for the Area, in: *Global Challenges and the Law of the Sea*. Springer International Publishing, pp. 333–349. https://doi.org/10.1007/978-3-030-42671-2_18

Mahon, R., Fanning, L., 2019. Regional ocean governance: Integrating and coordinating mechanisms for polycentric systems. *Marine Policy* 107, 103589. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2019.103589>

Mahon, R., Fanning, L., Gjerde, K.M., Young, O., Reid, M., Douglas, S., 2015. Transboundary Waters Assessment Programme (TWAP) Assessment of Governance Arrangements for the Ocean Volume 2 · Areas Beyond National Jurisdiction. Intergovernmental Oceanographic Commission Technical Series 2.

Martin, A., Boyd, P., Buesseler, K., Cetinic, I., Claustre, H., Giering, S., Henson, S., Irigoien, X., Kriest, I., Memery, L., Robinson, C., Saba, G., Sanders, R., Siegel, D., Villa-Alfageme, M., Guidi, L., 2020. The oceans' twilight zone must be studied now, before it is too late. *Nature* 580, 26–28. <https://doi.org/10.1038/d41586-020-00915-7>

McCluskey, D., João, E., 2011. The promotion of environmental enhancement in Strategic Environmental Assessment. *Environmental Impact Assessment Review* 31, 344–351. <https://doi.org/10.1016/j.eiar.2010.07.004>

Mendenhall, E., Hendrix, C., Nyman, E., Roberts, P.M., Hoopes, J.R., Watson, J.R., Lam, V.W.Y., Sumaila, U.R., 2020. Climate change increases the risk of fisheries conflict. *Marine Policy* 117. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.103954>

Milligan, R.J., Sutton, T.T., 2020. Dispersion Overrides Environmental Variability as a Primary Driver of the Horizontal Assemblage Structure of the Mesopelagic Fish Family Myctophidae in the Northern Gulf of Mexico. *Frontiers in Marine Science* 7, 1–13. <https://doi.org/10.3389/fmars.2020.00015>

Morgan, R.K., 2012. Environmental impact assessment: the state of the art. *Impact Assessment and Project Appraisal* 30, 5–14. <https://doi.org/10.1080/14615517.2012.661557>

Mulalap, C.Y., Frere, T., Huffer, E., Hviding, E., Paul, K., Smith, A., Vierros, M.K., 2020. Traditional knowledge and the BBNJ instrument. *Marine Policy* 104103. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104103>

Noble, B.F., 2000. Strategic Environmental Assessment – What Is It? and What Makes it Strategic? *Journal of Environmental Assessment Policy and Management* Vol. 2, 203–224. <https://doi.org/10.1142/S146433320000014X>

Norwegian Institute of Marine Research, 2017. Mesopelagic Initiative: Unleashing new marine resources for a growing human population.

Ody, A., Thibaut, T., Berline, L., Changeux, T., André, J.M., Chevalier, C., Blanfuné, A., Blanchot, J., Ruitton, S., StigerPouvreau, V., Connan, S., Grelet, J., Aurelle, D., Guéné, M., Bataille, H., Bachelier, C., Guillemain, D., Schmidt, N., Fauvelle, V., Guasco, S., Ménard, F., 2019. From in Situ to satellite observations of pelagic Sargassum distribution and aggregation in the Tropical North Atlantic Ocean. *PLoS ONE* 14, 1–29. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0222584>

OCDE, 2006. L'évaluation environnementale stratégique Guide de bonnes pratiques dans le domaine de la coopération pour le développement. OCDE.

Ortuño Crespo, G., Mossop, J., Dunn, D., Gjerde, K., Hazen, E., Reygondeau, G., Warner, R., Tittensor, D., Halpin, P., 2020. Beyond static spatial management: Scientific and legal considerations for dynamic management in the high seas. *Marine Policy* 104102. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104102>

Owen, D., Churchill, R., Currie, D., 2016. Matters for inclusion in a new international legally-binding instrument under UNCLOS: enhanced cooperation and effective dispute resolution.

Partidário, M.R., 2003. Strategic Environmental Assessment (SEA): current practices, future demands and capacity-building needs.

Partidário, M.R., 1999. Strategic Environmental Assessment: principles and potential, in: Petts, J (Ed), *Handbook on Environmental Impact Assessment*. Blackwell, London, pp. 60–73.

Payne, M.R., Hobday, A.J., Mackenzie, B.R., Tommasi, D., 2019. Editorial : Seasonal-to-Decadal Prediction of Marine Ecosystems: Opportunities , Approaches , and Applications 6, 1–2. <https://doi.org/10.1002/wcc.217>

Pentz, B., Klenk, N., Ogle, S., Fisher, J.A.D., 2018. Can regional fisheries management organizations (RF-MOs) manage resources effectively during climate change? <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2018.01.011>

Petts, J., 1999. Introduction to environmental impact assessment in practice: fulfilling potential or wasted opportunity?, in: Petts, J. (Ed.), *Handbook of Environmental Impact Assessment*. Environmental Impact Assessment in Practice: Impacts and Limitations. Oxford, pp. 3–9.

Pinsky, M.L., Reygondeau, G., Caddell, R., Palacios-Abrantes, J., Spijkers, J., Cheung, W.W.L., 2018. Preparing ocean governance for species on the move. *Science* 360, 1189–1191. <https://doi.org/10.1126/science.aat2360>

Pons, M., Melnychuk, M.C., Hilborn, R., 2018. Management effectiveness of large pelagic fisheries in the high seas. *Fish and Fisheries* 19, 260–270. <https://doi.org/10.1111/faf.12253>

Proud, R., Cox, M., Le Guen, C., Brierley, A., 2018. Fine-scale depth structure of pelagic communities throughout the global ocean based on acoustic sound scattering layers. *Marine Ecology Progress Series* 598, 35–48. <https://doi.org/10.3354/meps12612>

Quirk, G.C., Harden-Davies, H.R., 2017. Cooperation, Competence and Coherence: The Role of Regional Ocean Governance in the South West Pacific for the Conservation and Sustainable Use of Biodiversity beyond National Jurisdiction. *The International Journal of Marine and Coastal Law* 32, 672–708. <https://doi.org/10.1163/15718085-13204022>

Remesan, M.P., Prakash, R.R., Prajith, K.K., Jha, P.N., Renjith, R.K., Boopendranath, M.R., 2019. A Review on Techniques and Challenges in the Harvest of Mesopelagics, in: *Fishery Technology*. pp. 243–253.

Robison, B.H., 2009. Conservation of deep pelagic biodiversity. *Conservation Biology*. <https://doi.org/10.1111/j.1523-1739.2009.01219.x>

Sadler, B., 1996. Environmental Assessment in a Changing World: Evaluating Practice to Improve Performance (International Study of the Effectiveness of Environmental Assessment).

Sadler, B., Verheem, R., 1996. Strategic Environmental Assessment: status, challenges and future directions. Ministry of Housing, Spatial Planning and the Environment, The Hague, The Netherlands.

Scanlon, Z., 2018. The art of “not undermining”: Possibilities within existing architecture to improve environmental protections in areas beyond national jurisdiction. *ICES Journal of Marine Science* 75, 405–416. <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsx209>

Shotton, R., 1997. Lantern Fisheries: a potential fishery in the Northern Arabian Sea?, in: *Review of the State of World Fishery Resources: Marine Fisheries*, FAO Fisheries Circular No. 920 FIRM/C920. FAO, Rome.

St. John, M.A., Borja, A., Chust, G., Heath, M., Grigorov, I., Mariani, P., Martin, A.P., Santos, R.S., 2016. A Dark Hole in Our Understanding of Marine Ecosystems and Their Services: Perspectives from the Mesopelagic Community. *Frontiers in Marine Science* 3, 1–6. <https://doi.org/10.3389/fmars.2016.00031>

Standal, D., Grimaldo, E., 2020. Institutional nuts and bolts for a mesopelagic fishery in Norway. *Marine Policy* 119, 104043. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104043>

Sutton, T.T., Clark, M.R., Dunn, D.C., Halpin, P.N., Rogers, A.D., Guinotte, J., Bograd, S.J., Angel, M. V., Perez, J.A.A., Wishner, K., Haedrich, R.L., Lindsay, D.J., Drazen, J.C., Vereshchaka, A., Piatkowski, U., Morato, T., Błachowiak-Samołyk, K., Robison, B.H., Gjerde, K.M., Pierrot-Bults, A., Bernal, P., Reygondeau, G., Heino, M., 2017. A global biogeographic classification of the mesopelagic zone. Deep-Sea Research Part I: Oceanographic Research Papers. <https://doi.org/10.1016/j.dsr.2017.05.006>

Sutton, T.T., Hulley, P.A., W., Ienerroither, R., Zaera-Perez, D., Paxton, J.R., 2020. Identification guide to the mesopelagic fishes of the central and south east Atlantic Ocean (No. FAO), Identification guide to the mesopelagic fishes of the central and south east Atlantic Ocean. <https://doi.org/10.4060/cb0365en>

Takei, Y., 2013. Filling regulatory gaps in high seas fisheries: discrete high seas fish stocks, deep-sea fisheries, and vulnerable marine ecosystems. Martinus Nijhoff Publishers.

Tladi, D., 2011. Ocean governance: A fragmented regulatory framework, in: Jacquet, P., Rachaur, R., Tubiana, L. (Eds.), Oceans: The New Frontier – A Planet for Life 2011. TERI Press, pp. 99–111.

Vierros, M.K., Harrison, A.L., Sloat, M.R., Crespo, G.O., Moore, J.W., Dunn, D.C., Ota, Y., Cisneros-Montemayor, A.M., Shillinger, G.L., Watson, T.K., Govan, H., 2020. Considering Indigenous Peoples and local communities in governance of the global ocean commons. Marine Policy 119. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104039>

Wang, M., Hu, C., Barnes, B.B., Mitchum, G., Lapointe, B., Montoya, J.P., 2019. The great Atlantic Sargassum belt. Science 364, 83–87. <https://doi.org/10.1126/science.aaw7912>

Warner, R., 2020. Strategic Environmental Assessment (SEA) and its Application to Marine Areas beyond National Jurisdiction (ABNJ), en: Freestone, D., Festschrift, # (Eds.), [In Press].

Warner, R., 2016. Strategic Environmental Assessment (SEA) and its Application to Marine Areas beyond National Jurisdiction (ABNJ). Pew.

Warner, R., 2009. Protecting the Oceans Beyond National Jurisdiction: Strengthening the International Law Framework. Brill Nijhoff.

Warner, R., Wright, G., Turner, P., Ortuño Crespo, G., Dunn, D., Singh, G., 2018. Strategic Environmental Assessment (SEA). Envisioning its Application to Marine Areas beyond National Jurisdiction (ABNJ).

Wilson, R.W., Millero, F.J., Taylor, J.R., Walsh, P.J., Christensen, V., Jennings, S., Grosell, M., 2009. Contribution of fish to the marine inorganic carbon cycle. Science 323, 359–362.

Wright, A.J., Kyhn, L.A., 2015. Practical management of cumulative anthropogenic impacts with working marine examples. Conservation Biology 29, 333–340. <https://doi.org/10.1111/cobi.12425>

Wright, G., 2017. Environmental Impact Assessment in Areas Beyond National Jurisdiction: Options for a New International Agreement, in: Xue G., G., Zheng, J. (Eds.), The Law of the Sea and Emerging Issues. China Democracy and Legal System Publishing House, Shanghai, pp. 55–82.

Wright, G., Rochette, J., 2018. Regional Ocean Governance of Areas Beyond National Jurisdiction Lessons: Learnt and Ways Forward. <https://doi.org/10.2312/iass.2018.015>

Wright, G., Rochette, J., Blom, L., Currie, D., Durussel, C., Gjerde, K., Unger, S., 2016. High seas fisheries: what role for a new international instrument?, IDDRI Studies. IDDRI.

Wright, G., Rochette, J., Gjerde, K., Seeger, I., 2018. The Long and Winding Road: negotiating a treaty for the conservation and sustainable use of marine biodiversity in areas beyond national jurisdiction (No. 08), IDDRI Study, IDDRI Studies. IDDRI, Paris.

Wright, G., Schmidt, S., Rochette, J., Shackeroff, J., Unger, S., Waweru, Y., Müller, A., 2017. Partnering for a Sustainable Ocean: The Role of Regional Ocean Governance in Implementing Sustainable Development Goal 14. Partnership for Regional Ocean Governance. <https://doi.org/10.2312/iass.2017.011>

Yadav, S.S., Gjerde, K.M., 2020. The ocean, climate change and resilience: Making ocean areas beyond national jurisdiction more resilient to climate change and other anthropogenic activities. Marine Policy 104184. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2020.104184>

Zou, K., 2019. Maritime Cooperation in Semi-Enclosed Seas: Asian and European Experiences. Brill Nijhoff.

Publié par

Institute for Advanced Sustainability Studies e. V. (IASS)
Berliner Strasse 130
14467 Potsdam
Allemagne
Tel: +49 (0) 331-28822-340
Fax: +49 (0) 331-28822-310
E-Mail: media@iass-potsdam.de
www.iass-potsdam.de

Contact

Équipe du projet STRONG High Seas à l'IASS: stronghighseas@iass-potsdam.de

Directeur de la publication

Prof. Dr. Mark G. Lawrence, Directeur scientifique exécutif

Janvier 2021



À propos du projet STRONG High Seas

Le projet STRONG High Seas est un projet d'une durée de cinq ans qui vise à renforcer la gouvernance régionale des océans pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. En collaboration avec le Secrétariat de la Commission Permanente du Pacifique Sud (CPPS) et le Secrétariat du Programme des mers régionales d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Convention d'Abidjan), le projet développera et proposera des mesures ciblées pour faciliter le développement d'approches de gestion intégrées et écosystémiques pour la gouvernance des océans dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN). Dans le cadre de ce projet, nous effectuons des évaluations scientifiques transdisciplinaires afin de fournir aux décideurs, tant dans les régions ciblées qu'à l'échelle mondiale, une meilleure connaissance et compréhension de la biodiversité en haute mer. Nous nous engageons avec les parties

prenantes des gouvernements, du secteur privé, des scientifiques et de la société civile pour soutenir la conception d'approches intégrées et intersectorielles pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans l'Atlantique du Sud-Est et le Pacifique du Sud-Est. Nous facilitons ensuite la mise en œuvre en temps opportun de ces approches proposées en vue de leur adoption éventuelle dans les processus de politique régionale pertinents. Pour permettre un échange interrégional, nous poursuivons le dialogue avec les parties prenantes concernées dans d'autres régions marines. A cette fin, nous avons mis en place une plateforme régionale de parties prenantes pour faciliter l'apprentissage commun et développer une communauté de pratique. Enfin, nous explorons les liens et les possibilités de gouvernance régionale dans un nouvel instrument international et juridiquement contraignant sur la biodiversité marine en haute mer.

Durée du projet: Juin 2017 – Mai 2022

Coordinateur: Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)

Partenaires chargés de la mise en œuvre: BirdLife International, Institut du développement durable et des relations internationales (Id-dri), Institut international de l'océan (IOI), Université Catholique du Nord (UCN), WWF Colombie, WWF Allemagne.

Partenaires régionaux: Secrétariat de la Commission permanente pour le Pacifique du Sud (CPPS), Secrétariat de la Convention d'Abidjan

Site web: prog-ocean.org/our-work/strong-high-seas

Contact: stronghighseas@iass-potsdam.de

Partenaires du projet STRONG High Seas:



International Ocean Institute
African Region

